

«Ma vie sans écriture aurait été un désastre», raconte Gilles Archambault

Page B 4



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CVIII N° 10

LE DEVOIR, LE VENDREDI 20 JANVIER 2017

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$

DONALD TRUMP : UNE INTRONISATION BIEN ORCHESTRÉE



JOE RAEDLE ASSOCIATED PRESS

La répétition. Alors que le Tout-Washington fignolait les derniers détails en vue de la cérémonie d'entrée en fonction du prochain président des États-Unis prévue ce vendredi, Donald Trump a posé les pieds dans la capitale américaine, jeudi. Après un passage au cimetière militaire d'Arlington, il a donné le coup d'envoi des festivités avec un concert au mémorial de Lincoln, un avant-goût des célébrations. *Pages A 2, A 3 et A 4*

Levée de boucliers à l'Université de Montréal

Une refonte de la gouvernance proposée par le recteur suscite des craintes pour la liberté intellectuelle

MARCO FORTIER

Un ambitieux projet de refonte de la gouvernance de l'Université de Montréal, qui donnerait la majorité des sièges du comité exécutif à des gens issus de l'extérieur de l'établissement, provoque de la grogne au sein de la communauté universitaire, a appris *Le Devoir*.

Le recteur Guy Breton a informé les professeurs, étudiants, doyens et membres du personnel, tout juste avant le congé de Noël, de sa volonté de dépoussiérer la Charte de l'Université, adoptée il y a 50 ans. Le projet vise notamment à faire davantage de place aux diplômés de l'Université — issus du monde des affaires ou d'autres secteurs de la société — dans la gouvernance de l'établissement.

Des professeurs craignent que l'Université se mette au service des entreprises, au détriment de la liberté intellectuelle des professeurs et des étudiants. L'enseignement n'est pas une marchandise, rappellent-ils.

Le projet prévoit aussi que le recteur cesserait de présider le comité exécutif, qui joue un rôle de premier plan dans la gestion de l'établissement. Autre source d'inquiétude chez les professeurs, la Charte précise que les doyens des facultés «relèveraient du recteur ou de la personne que ce dernier désigne», ce qui fait craindre pour la liberté au sein de l'établissement.

Selon ce que *Le Devoir* a appris de plusieurs sources, la Faculté de droit a rejeté à l'unanimité le projet de Charte amendée, mercredi.

«Sous le couvert de la gouvernance, on est en train de mettre à mal une institution millénaire»

VOIR PAGE A 10 : BOUCLIER

Optimiste, engagée, néanmoins épuisée

Françoise David a livré de nombreux combats, mais s'arrête maintenant « avant de tomber »

STÉPHANE BAILLARGEON

Si ce n'est pas une première, ça en a tout l'air. Françoise David a annoncé jeudi matin à Montréal qu'elle se retire de la vie politique en expliquant qu'elle est épuisée, tout simplement.

Elle quitte immédiatement ses fonctions de députée de Gouin, même s'il reste environ deux années à son mandat. Elle laisse aussi

tout de suite son rôle de porte-parole parlementaire de Québec solidaire (QS). Elle ne réclamera pas l'allocation de transition parce qu'elle ne transite vers rien d'autre que sa retraite.

Celle qui n'a jamais rien fait comme les autres n'a donc pas cherché à évoquer de vagues «raisons familiales». Franche et transparente jusqu'au bout, elle a avoué qu'elle craignait l'épuisement professionnel, le *burn-out*, quoi.

«Je ne suis pas et je ne serai pas à la recherche d'un emploi, a-t-elle dit en conférence de presse, rue Saint-Denis, dans sa circonscription. Mon objectif était de me rendre jusqu'en

VOIR PAGE A 10 : ÉPUIÉE

Lire aussi Quel avenir pour Québec solidaire? L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon. *Page A 8*

AUJOURD'HUI



Week-end Cueillette de pommes gelées. Le Domaine Lafrance, un verger qui ne dort jamais. *Page B 1*



Avis légaux..... A 4
Décès..... B 6
Météo..... B 7
Mots croisés..... B 7
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 8

Wyclef Jean : retour sur disque... et sur l'importance de l'engagement politique

PHILIPPE RENAUD

Le rappeur et producteur américain d'origine haïtienne Wyclef Jean sort d'une longue pause discographique de sept ans pour offrir le mini-album *J'Ouvert*, prélude au troisième chapitre de sa série *The Carnival* attendu cet été. En ce jour d'intronisation du président Donald J. Trump, et à quelques semaines de celle du président Jovenel Moïse dans son pays natal, il s'ouvre sur le sens de l'engagement citoyen en politique et sur un nouveau chapitre dans sa carrière musicale.

Le rappeur préfère que l'on commence à parler politique avant d'aborder la musique. Alors, Wyclef, avez-vous gagné vos élections? Résident permanent aux États-Unis, il n'y possède pas le droit de vote, mais a tout de même appuyé Bernie Sanders durant la campagne. Autant dire qu'il l'a doublement perdue, cette élection américaine.



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

VOIR PAGE A 10 : DISQUE

Wyclef Jean chante et cause politique.

INTRONISATION

Le nouveau président et l'Europe

CHRISTIAN RIOUX
à Paris

Retenons d'abord que l'apocalypse annoncée ne s'est pas produite. On se souviendra qu'en juin dernier, en pleine campagne du Brexit, les partisans du « out » avaient certes pris quelques libertés avec les chiffres de l'immigration. Mais leurs adversaires, eux, avaient annoncé rien de moins qu'un marasme économique sans précédent. Un véritable cataclysme qui ferait perdre à chaque famille britannique une grande partie de son pouvoir d'achat. Or, la mise en garde ne venait pas d'un vague député populiste élu au Parlement européen, mais du Conseil du trésor lui-même.

On se demandera après cela pourquoi les peuples préfèrent confier leur destin aux populistes. Brexit ou pas, la Grande-Bretagne a connu en 2016 une des meilleures croissances des pays du G7 (2,1%) et les prévisions demeurent plutôt positives pour les deux années à venir (1,4% et 1,7%). Tout cela malgré certains signes de ralentissement et une baisse de la livre sterling qui n'a pas que des effets négatifs.

C'est dans ce contexte que la première ministre Theresa May a présenté cette semaine sa vision d'un Brexit « dur ». Réclamer le beurre et l'argent du beurre, quoi de plus normal au moment d'entrer dans des négociations qui dureront au moins deux ans ? Le beurre, c'est le refus catégorique de la libre circulation des personnes par les Britanniques, qui veulent reprendre le contrôle de leur immigration. L'argent, c'est évidemment l'accès au marché unique qui se négociera probablement à la pièce.

Theresa May était d'autant plus motivée qu'elle avait reçu la veille le soutien de Donald Trump promettant la signature rapide d'un accord commercial avec le Royaume-Uni. Cette annonce n'aura surpris que ceux qui avaient cru aux menaces proférées par Barack Obama pendant la campagne du Brexit. Rappelons-nous le chantage qui avait précédé le vote, et auquel avait activement participé Justin Trudeau.

En face, l'Union européenne a beau bomber le torse, on voit mal comment un édifice aussi lézardé pourra refuser de lâcher du lest. C'est d'ailleurs l'opinion du Canadien Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, selon qui le « continent » (déjà ébranlé par la crise de l'euro, des migrants et la montée des populismes) a plus à perdre d'un Brexit que le Royaume-Uni. « Ce sont les 27 qui risquent bien de se retrouver à vouloir conserver les faveurs de la perfide Albion », écrit aussi le correspondant à Londres du quotidien français *L'Opinion*.

Certes, ces négociations se-

ront ardues. Mais, depuis le célèbre « *I want my money back* » de Margaret Thatcher, Bruxelles a-t-elle déjà refusé aux Britanniques l'« Europe à la carte » qu'elle réclamait ? Sans compter que le symbole de la « libre circulation des personnes » est aujourd'hui contesté par les peuples européens eux-mêmes.



Il se pourrait aussi que, dans les mois qui viennent, Français et Allemands aient mieux à faire que de se coltiller avec les Britanniques. Ils devront en effet trouver le moyen de s'adapter à la nouvelle politique européenne de Donald Trump.

Si les sympathies de Trump pour Vladimir Poutine ont de quoi inquiéter l'Europe de l'Est, certaines des déclarations du futur président ne font que confirmer le retrait américain déjà largement entrepris par George W. Bush et Barack Obama. Donald Trump redit en plus vulgaire ce que Bush et Obama disaient déjà, à savoir que sa priorité est la Chine et qu'à l'exception des Français et des Britanniques, les Européens ne paient pas le juste prix de leur défense.

Là où Donald Trump se démarque de ses prédécesseurs, c'est lorsqu'il annonce la fin d'une certaine mondialisation naïve. On croyait rêver cette semaine à Davos en entendant le communiste Xi Jinping donner des leçons de libre-échange au président américain. Lorsqu'il critique Angela Merkel d'avoir fait une erreur en ouvrant les portes de l'Europe à un million de migrants, Donald Trump ne fait qu'exprimer l'opinion d'une majorité d'Européens et même d'Allemands. Une opinion qui s'impose aujourd'hui à la chancelière elle-même. Même chose en France lorsqu'il dit que l'Union européenne n'est qu'un véhicule au service de la puissance allemande. « *Les Européens, qui croyaient vivre dans le monde idéal de la communauté internationale et du droit, se réveillent dans Jurassic Park* », dit l'ancien ministre socialiste Hubert Védrine.

Souhaitons tout de même que les ardeurs de Trump soient tempérées par le très respecté général James Mattis. Par contre, il est difficile de croire à une stratégie commune des Européens, qui n'en ont jamais eu en politique étrangère. En France, le favori de la présidentielle, François Fillon, propose de repenser le traité de Schengen, de revenir au pragmatisme en Syrie et de renouer avec la Russie. Un programme qui pourrait ne pas déplaire à Donald Trump. Mais qui pourrait le mettre en porte-à-faux avec Angela Merkel, qui affrontera en septembre ses élections les plus difficiles. Un scrutin qui se tiendra d'ailleurs sous le signe du terrorisme et de la crise des migrants.

Après des années de mondialisation naïve, le politique est de retour en force. Dans huit mois à peine, le paysage européen pourrait avoir radicalement changé de face.

Là où Donald Trump se démarque de ses prédécesseurs, c'est lorsqu'il annonce la fin d'une certaine mondialisation naïve



JOYCE NALTCHAYAN AFP
Les Clinton ont visité 14 bals en janvier 1997.



WIKICOMMONS

C'est lors de son discours d'intronisation en janvier 1961 que John F. Kennedy a livré cette phrase devenue célèbre : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. » À gauche : George Washington n'a prononcé que 135 mots à la suite de son assermentation en 1793.



ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Le « miracle » de l'intronisation

Histoire d'une tradition symbolique de la République américaine

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

En politique, rien n'est plus important que la fondation de l'ordre constitutionnel pour asseoir l'autorité légitime du pays et assurer sa reproduction au fil du temps. La cérémonie d'intronisation a justement pour fonction de retremper symboliquement les États-Unis dans les eaux de ses origines.

Lors de la cérémonie de 1981, le président Ronald Reagan soulignait bien le caractère quasi mystique dont est empreint cet événement : « *Cette cérémonie que nous acceptons comme normale tous les quatre ans n'est rien de moins qu'un miracle.* » Le miracle de la continuité symbolique de la République américaine.

Le président

C'est au moment où George Washington, le premier président en titre, s'appropriait à accepter ses hautes fonctions qu'on décida de son titre formel en tant que responsable de l'exécutif. Certains penchaient pour « Son Altesse », mais on décida plutôt d'un titre plus en accord avec l'esprit républicain qui présidait à ce nouvel édifice constitutionnel : « président des États-Unis ».

C'est ce titre de président qui est revalorisé par la cérémonie protocolaire du serment, puis du discours d'intronisation.

Le 45^e président des États-Unis, Donald John Trump, obéit à une tradition solennelle qui reprend au fond, dans un théâtre républicain, le rituel très ancien du sacre royal.

Le 30 avril 1789, pour le premier couronnement républicain, les cloches des églises sonnent et l'artillerie



CARLOS SCHIEBECK AGENCE FRANCE-PRESSE
Le président George Bush père discutant avec son prédécesseur Ronald Reagan lors de sa cérémonie d'intronisation en 1989

de ces forces révolutionnaires qui a triomphé des armées britanniques gronde. Ce moment fondateur, balisé de plusieurs gestes étudiés, sert de modèle à la cérémonie d'aujourd'hui, comme à toutes celles qui l'ont suivie.

Par la fenêtre

En 1801, Thomas Jefferson fut le premier à être investi officiellement de son titre à Washington. C'est lui aussi, pour son second mandat, qui ouvrit les portes de la Maison-Blanche à tous, histoire qu'on puisse lui présenter ses vœux. Cette pratique faillit mal tourner en 1829 pour un de ses successeurs, Andrew Jackson, tandis qu'une foule pressée de le voir cassait le mobilier. Par mesure de précaution, le président Jackson quitta en douce les lieux. Certains affirment qu'il prit la fuite par une fenêtre.

Le serment d'origine reste inchangé. En anglais, il tient en 35 mots seulement. Le président jure « solennellement » qu'il fera de son mieux

pour « *préserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis* ». L'ordre constitutionnel s'incarne dès lors en sa personne.

Le serment solennel est suivi par une adresse inaugurale, livrée devant d'illustres représentants du pays. Cette cérémonie est d'abord une affaire nationale.

George Washington prononça seulement 135 mots à la suite de son assermentation en 1793. Le président William Harrison, en 1841, parla pour sa part un peu plus de deux heures. Harrison mourra exactement un mois après son assermentation, victime d'une pneumonie.

Question d'époque

Les discours inauguraux des présidents américains ne sont pas d'ordinaire déterminants pour l'expression de leur politique à venir. En revanche, ils expriment très souvent l'époque dans laquelle ils s'inscrivent.

En janvier 1961, le président Kennedy avait frappé l'imagi-

naire dans son discours inaugural en retremplant le patriotisme grâce à une phrase restée depuis célèbre : « *Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.* » Lors de son discours inaugural, le président Bill Clinton marquait pour sa part la fin de la guerre froide en laissant bien entendre que son pays ne risquait pas, pour sa part, de s'effondrer de l'intérieur : « *Il n'y a rien de mal avec l'Amérique qui ne puisse être guérie par ce qu'elle a de juste.* »

Avant la cérémonie officielle, la tradition récente (1933) veut que le président élu assiste à une cérémonie religieuse. Le président sortant et son épouse rencontrent ensuite le nouveau couple présidentiel pour le thé, avant de se diriger ensemble au Capitole pour l'événement-clé de la journée. Ce 20 janvier 2017, le juge en chef de la Cour suprême confèrera alors le titre de président à Donald Trump. À la suite de son discours, les Obama quitteront Washington à bord de *Marine One*, l'hélicoptère qui transporte d'ordinaire le président des États-Unis.

Les discours terminés, il est de coutume de danser dans de grands bals, partout dans la ville. Une façon ancienne pour les humains de signifier leur joie, leur concorde, leur approbation. Le président Trump doit visiter trois grands bals. En 2009, les Obama en avaient visité 10, et les Clinton 14 en 1997.

Le président désigné a promis une journée magnifique : « *Nous allons avoir une journée très, très élégante. Le 20 janvier sera quelque chose de vraiment, vraiment spécial, de vraiment beau.* »

Le Devoir



DOSSIER

EN DIRECT DE WASHINGTON

Au lendemain de l'assermentation de Donald Trump, la capitale américaine sera samedi le théâtre de manifestations monstres. Échos d'une Amérique plus que jamais divisée, captés par nos reporters à Washington.

À LIRE DEMAIN
TEXTES : MARIE-MICHÈLE SIOU. PHOTOS : ANNIK MH DE CARUFEL.

POUR LE TEXTE
ET LE CONTEXTE
LE DEVOIR

DE DONALD TRUMP



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Une rencontre jeudi avant le départ pour Washington, réunissant notamment Barbara Bedont, au centre, et France Desaulniers, à droite

En route vers Washington pour dénoncer le nouveau venu

Une cinquantaine de Québécoises participent à la Marche des femmes de la capitale

MARIE-MICHÈLE SIOUI

à Washington, D.C.

Deux nuits blanches pour Donald Trump. Voilà dans quoi s'embarquent 54 personnes, dont 53 sont des femmes, en montant à bord d'un autocar au départ de Montréal, ce vendredi soir. Destination: l'avenue de l'Indépendance, près du Capitole, là où Washington, D.C. aura déjà accueilli, au moment de leur arrivée samedi matin, le nouveau président des États-Unis.

En tête de l'autocar montréalais, Amelia Brinkerhoff, une grande blonde qui a pris soin de vérifier les passeports de toutes celles (et de celui) qui seront du voyage. « Il y a deux femmes enceintes », a-t-elle souligné au *Devoir*, qui l'a rencontrée lors de la dernière réunion d'organisation du voyage, mercredi soir. « On chantera des chansons féministes des années 60 dans le bus », a-t-elle ajouté. En attendant de rejoindre leurs consœurs canadiennes qui prennent place dans les cinq autocars en partance de Toronto, les trois autocars au départ d'Ottawa et l'autre autocar qui quittera Windsor, elles auront comme partenaires de route Nina Simone... ou Dolly Parton.

Qui veut marcher ?

L'aventure prend racine dans une question posée sur Facebook. « C'est une publication qui disait: "Qui veut marcher à Montréal?" », a résumé Barbara Bedont, qui fait partie des organisatrices. « La première rencontre formelle a eu lieu il y a deux semaines », a ajouté France Desaulniers, aussi dans le groupe d'organisatrices. L'événement est parti de la base, il constitue un mouvement « grassroots » et non hiérarchique, se félicitent les femmes.

En deux semaines de travail, donc, un autocar a été nolisé, deux conducteurs ont été trouvés, une manifestation à Montréal a été organisée. Et puis 53 femmes, et un homme, ont décidé de faire l'al-

ler-retour, de passer à Washington, D.C. le temps de marcher, pour ensuite rentrer dès les pancartes rangées, samedi après-midi. Deux nuits blanches, pour dénoncer « les forces — le sexisme, la discrimination — qui ont permis à Donald Trump d'être élu », a affirmé Barbara Bedont. Et puis, il y a l'aspect historique de cet événement, a renchéri France Desaulniers. « La manif, c'est le jour 1. Après, ça continue », a-t-elle prédit.

Et « ça » continuera par des initiatives locales, plus ciblées, à travers des organisations existantes, a dit souhaiter Annie Valk, professeure au Williams College du Massachusetts et auteure du livre *Radical Sisters*, dans un entretien avec *Le Devoir*. D'ici là, la Marche des femmes de Washington, teintée par des conflits internes, doit tenter de rejoindre le plus grand nombre, à son avis. « L'idée, c'est de frapper un grand coup [make a statement], d'attirer plusieurs personnes. Il y aura plusieurs différences dans la foule quant à l'identité des manifestants, leurs croyances politiques, leurs parcours. Mais le but de cette marche n'est pas de les aplanir », a-t-elle affirmé.

Et puis les conflits, qui ont notamment émergé de critiques entourant l'organisation — trop blanche et pas assez sensible à l'intersectionnalité, selon certaines —, sont signe d'une grande force, croit la professeure. « Ces gens abordent des questions difficiles, des questions nécessaires pour bâtir un mouvement social. Si elles ne le faisaient pas, alors cela voudrait probablement dire qu'elles feraient partie d'un groupe homogène et que les possibilités pour ce mouvement seraient assez limitées », a-t-elle déclaré.

Elles seront donc plurielles, différentes, avec en banque plus ou moins d'heures de sommeil, mais les femmes qui se mettent en route pour Washington promettent d'être nombreuses pour dénoncer l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Le Devoir

Les Américains mis en garde

Washington a jugé bon d'alerter ses ressortissants vivant à Montréal en raison de « manifestations » prévues dans la foulée de l'intronisation du nouveau président. « Plusieurs manifestations » sont prévues au centre-ville les 20 et 21 janvier, affirme le Consulat général des États-Unis dans un « message de sécurité destiné aux citoyens américains » publié jeudi. Plus de 200 personnes seraient attendues à la Place des Arts vendredi après-midi, puis 130 au square Phillips, en soirée, en plus d'un autre rassemblement à la Place des Arts samedi. « Même les manifestations censées être pacifiques peuvent devenir conflictuelles et mener à la violence. Vous devriez éviter ces secteurs et faire preuve de prudence ».

Philippe Orfali

Quand Donald Trump devient une motivation

« Nous avons peur, après l'élection, que les femmes soient découragées. » Du Centre américain pour les femmes et la politique de l'Université Rutgers, où *Le Devoir* l'a jointe, la directrice Debbie Walsh a fait cet aveu. « Les femmes ont vu une des leurs, qui était qualifiée pour l'emploi, perdre contre un homme que les Américains ont décrit dans les sondages à la sortie des bureaux de vote comme n'ayant pas le tempérament ou l'expérience pour gouverner. » Ses collègues et elles s'attendaient à voir les femmes « se glisser sous la couette », y rester pour un moment. Elles avaient tort. « Nous avons vu les femmes se mobiliser », a observé M^{me} Walsh. A court

terme, il y a la Marche des femmes. Mais à long terme, il y a un désir de s'engager en politique, a-t-elle affirmé. Chaque année, l'université où elle travaille organise une formation non partisane pour les femmes qui souhaitent s'impliquer dans la société civile ou en politique. Une quinzaine d'établissements, surtout des universités, offre le même programme. « Nous commençons à faire de la publicité en octobre et ne nous attendons pas à des inscriptions avant janvier, a expliqué M^{me} Walsh. L'an dernier, à Noël, nous avions deux inscriptions. L'année d'avant, nous en avions quatre. » Et cette année? « Pas moins de 100 personnes

Qu'est-ce que la Marche des femmes ?

D'un simple appel lancé par une grand-mère hawaïenne, Theresa Shook, au lendemain de la victoire de Donald Trump, la Marche des femmes est devenue une énorme organisation: un événement qui a désormais sa propre application pour téléphone mobile et qui a encouragé des femmes de partout à travers le monde à marcher pour les droits des femmes.

« C'est comme si les femmes étaient assises sur un baril de poudre et que Donald Trump avait craqué une allumette », a réagi mercredi l'une des coordinatrices de la Marche des femmes, Evvie Harmon, quand le nombre de personnes inscrites à des marches à travers la planète a dépassé le million. Au total, 616 marches sont annoncées dans 151 villes, situées dans 58 pays. Près de 900 personnes ont annoncé leur participation à l'un de ces événements à Riyad, en Arabie saoudite. Des Irakiennes, des Mexicaines ou des Tanzaniennes ont aussi promis de prendre les rues. « En tant qu'Américains, nous nous rendons compte de deux choses: nous avons de grands impacts sur le reste du monde et pourtant, nous ignorons le reste du monde, de plusieurs façons », a laissé tomber Annie Valk, professeure au Williams College du Massachusetts. Les organisatrices de la Marche des femmes, qui se réclament de l'héritage non violent de Martin Luther King, prônent des actions pacifiques, mettent de l'avant des principes d'égalité et de respect des minorités. Elles font des droits des femmes — droit à l'avortement, accès à la contraception et à des services de santé de qualité — une des pierres angulaires de leur effort, qu'elles déclarent non partisan. Au Québec, une marche est organisée samedi, à 11 h, au départ de l'esplanade de la Place des Arts. Une heure plus tôt, des résidents de Sutton se donnent rendez-vous pour leur propre marche, au départ du bureau de poste de la rue principale.

Marie-Michèle Sioui

s'étaient inscrites au lendemain de l'élection ! a remarqué la directrice. Nos partenaires observent la même chose. Je pense que les femmes cherchent un moyen d'avoir une voix. » Les femmes, a remarqué le Centre américain pour les femmes et la politique au fil d'études et d'entrevues, ont tendance à s'impliquer en politique pour y défendre des causes. « Nous avons remarqué que les hommes, eux, y vont plutôt pour la "game" ou parce qu'ils ont toujours été intéressés par la politique », a observé M^{me} Walsh. Cette fois, les femmes ont une cause, elles ont une raison. Et elle s'appelle Donald Trump.

Marie-Michèle Sioui

Intronisation 101

Le programme :

Matinée Service religieux à l'église épiscopale St. John, auquel assisteront les familles de Donald Trump et du vice-président désigné Mike Pence. Cette tradition a été instaurée en 1933 par Theodore Roosevelt.

Le président sortant, Barack Obama, et sa femme Michelle accueilleront Donald et Melania Trump pour un thé à la Maison-Blanche, avant de se joindre au cortège qui les mènera sur le parterre du Capitole.

Cérémonie d'intronisation

9h30 Ouverture de la cérémonie sur le thème *Uniquely American* par la fanfare des marines et par le sénateur Roy Blunt, suivie des discours de trois cardinaux et de prestations de la chorale de l'Université du Missouri.

11h30 Le vice-président Mike Pence prononcera son serment d'office devant le juge de la Cour suprême Clarence Thomas, suivi d'un chant par The Mormon Tabernacle Choir.

12 h Le futur 45^e président des États-Unis, Donald John Trump, prètera serment devant le juge de la Cour suprême John Roberts. Il utilisera la bible de l'ancien président Abraham Lincoln et une autre offerte par sa mère en 1955.

Autour de midi, Donald Trump prononcera son discours d'entrée en fonction, puis une jeune soprano de 16 ans, Jackie Evancho, entonnera l'hymne national américain.

12h30 Déjeuner du Congrès, auquel messieurs Pence et Trump assistent au Capitole.

Autour de 15 h Défilé présidentiel du Capitole à la Maison-Blanche. Plus de 8000 participants doivent défilé sur ce parcours de 2,4 kilomètres, dont différents corps d'armée, des corps à cheval, des groupes de vétérans, plusieurs fanfares de collèges et de nombreuses associations de jeunes, de cadets et de scouts.



BRENDAN SMIALOWSKI AFP

Les absents, les présents

Présents Seront notamment présents les juges de la Cour suprême, les anciens présidents des États-Unis Jimmy Carter, George W. Bush et Bill Clinton, ainsi que son épouse, l'ex-rivale démocrate de Trump, Hillary Clinton, la majorité des élus du Congrès, le comédien John A. Voight, l'ex-maire de New York Rudolf Giuliani et l'ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud.

Absents Pour protester contre le discours de Trump, une quarantaine de parlementaires, soit le tiers des élus démocrates, boycotteront la cérémonie, dont John Lewis, icône des droits civiques écorchée par le président désigné. La plupart des vedettes approchées ont boudé l'invitation, y compris la chanteuse Jennifer Holliday, qui avait d'abord accepté. Il n'est pas dans la tradition des premiers ministres canadiens d'assister à cette cérémonie, le gouvernement Trudeau a plutôt dépêché Chrystia Freeland, Harjit Sattan et Jimm Carr, respectivement ministres des Affaires étrangères, de la Défense nationale et des Ressources naturelles.

Le coût La facture de la « journée présidentielle » oscille entre 175 millions et 200 millions \$US. Ces frais incluent les mesures de sécurité, la cérémonie d'entrée en fonction, les dîners, les concerts, les bals officiels et le défilé. Donald Trump a amassé pour ce faire 90 millions auprès de donateurs privés. Le reste sera assumé par les contribuables américains.

La sécurité Environ 28 000 agents du département de la Sécurité intérieure, de l'Agence des services secrets ont été déployés pour assurer la sécurité, ainsi que 3000 policiers et 5000 soldats de la Garde nationale.

Isabelle Paré

INTRONISATION DE DONALD TRUMP

À quoi ressemble la mallette contenant les codes nucléaires ?

Vendredi, Barack Obama va transmettre à Donald Trump le saint du saint, la mallette contenant les codes nucléaires. Qu'est-ce que cette mallette? Sous quelle forme se présentent les codes? Nous avons interrogé Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique. Il a écrit, avec Jean Guisnel, *Le président et la bombe* (Odile Jacob, 2016). Il nous explique la chaîne de commandement et de l'engagement des forces nucléaires.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ALEXANDRA
SCHWARTZBROD

Cette mallette pèse une vingtaine de kilos, on l'appelle familièrement le «football», un nom dont l'origine viendrait d'un plan de frappe qui s'appelait «Dropkick»... Un aide de camp la porte en permanence. Pendant quatre ans, celui-ci ne va pas quitter le président d'une semelle, même en vacances. Cela signifie que vendredi, au moment de la prestation de serment, l'aide de camp va littéralement changer de place : il va quitter le président sortant pour se placer du côté du président désigné.

Dans cette mallette se trouve le «black book», le menu des options des frappes nucléaires (les cibles possibles et les armes qui les traiteraient), en deux ver-

sions: une version complète et détaillée, et une version simplifiée qui ressemble presque à une bande dessinée. Si le président doit se décider en deux minutes, il faut qu'il puisse avoir toutes les données en main pour se concentrer sur la décision elle-même.

On y trouve aussi le «bis-cuit», une petite carte plastifiée que le président peut aussi porter sur lui. Sur cette carte est inscrit un code alphanumérique généré automatiquement par la NSA. C'est le code d'identification du président ou de son successeur légitime. Si l'ordre de lancement doit être donné, il doit absolument y avoir une vérification faite par le Pentagone. Celle-ci se fait probablement oralement, par téléphone.

Juste avant la cérémonie, Donald Trump va avoir un premier



Un aide de camp de l'armée américaine porte en permanence la mallette contenant les codes nucléaires.

briefing à Blair House, la petite maison réservée aux invités, sur Pennsylvania Avenue, juste devant la Maison-Blanche. On va lui expliquer les procédures. Au cas où un adversaire essaierait de profiter du jour de la transition pour lancer une attaque nucléaire sur les États-Unis, le nouveau président doit avoir toute la procédure en tête. Sur

ce sujet-là, il n'y a jamais de vacance de l'autorité.

Ce code présidentiel ne suffit pas. Si la procédure de lancement est amorcée, la chaîne de commandement va aussi se référer aux «SAS codes» (Sealed Authentication System Codes), des codes militaires qui servent à confirmer qu'une frappe nucléaire a bien été autorisée, et

« Si l'ordre de lancement doit être donné, il doit absolument y avoir une vérification faite par le Pentagone »

Bruno Tertrais

quel type de frappe. Des copies de ces codes, dont les originaux sont gardés au Stratcom (Strategic Command) d'Omaha (Nebraska), ont été distribuées au sein des forces nucléaires.

Le système doit tenir compte de plusieurs impératifs contradictoires. Il faut que le président puisse agir rapidement et à tout moment; que lui seul puisse le faire, mais que l'autorité de lancement puisse être transférée si le président est en incapacité; que l'on puisse s'assurer que l'ordre émane bien de l'autorité légitime et uniquement d'elle; et que ce soit bien le bon ordre — telles armes contre telles cibles, etc.

À tous les points de la chaîne, comme en France, il y a toujours deux personnes dans la boucle, c'est la «règle des deux hommes». Donald Trump pourrait certes, tout seul, ordonner une frappe

nucléaire. Mais cet ordre devrait être vérifié par le secrétaire à la Défense. En France, il s'agirait plutôt d'une autorité militaire. Dans le cas d'un ordre absurde, le système peut bloquer.

Les principes de fonctionnement sont globalement les mêmes pour les différentes puissances nucléaires. Mais chaque pays a ses spécificités. En France, par exemple, le ministre de la Défense n'est pas dans la chaîne de commandement. Autre différence, la chaîne de «dévolution nucléaire», comme on l'appelle: aux États-Unis, si le président est en incapacité, c'est le vice-président qui a l'autorité, puis le secrétaire à la Défense en deuxième rideau; en France, c'est le premier ministre puis, probablement, le ministre de la Défense.

Libération

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Avis public

Régie des alcools, des courses et des jeux

Avis de demandes relatives à un permis ou à une licence

Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les trente jours de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ou à la licence ci-après mentionnée en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit sous affirmation solennelle faisant état de ses motifs ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les quarante-cinq jours de la publication du présent avis.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée d'une preuve attestant de son envoi au demandeur par tout moyen permettant d'établir son expédition et être adressée à la Régie des alcools, des courses et des jeux, 1, rue Notre-Dame Est, bureau 9.01, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	NATURE DE LA DEMANDE	ENDROIT D'EXPLOITATION	NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	NATURE DE LA DEMANDE	ENDROIT D'EXPLOITATION
Importation de Bière CTDD Itée As: M ^r Roger Le Blanc 2105, rue Holmes Saint-Hubert (Québec) J4T 3J3 dossier: 55-10-0570	Demande de changement d'endroit d'exploitation du permis de distributeur de bière n° DB-023	1100, 50 ^e Avenue Montréal (Québec) H8T 2V3	Importation de Bière CTDD Itée As: M ^r Roger Le Blanc 2105, rue Holmes Saint-Hubert (Québec) J4T 3J3 dossier: 55-30-1838	Demande d'un permis d'entrepôt (bière) aux fins de l'agent	1100, 50 ^e Avenue Montréal (Québec) H8T 2V3

Québec

Avis public

Régie des alcools, des courses et des jeux

Avis de demandes relatives à un permis ou à une licence

Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les trente jours de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ou à la licence ci-après mentionnée en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit sous affirmation solennelle faisant état de ses motifs ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les quarante-cinq jours de la publication du présent avis.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée d'une preuve attestant de son envoi au demandeur par tout moyen permettant d'établir son expédition et être adressée à la Régie des alcools, des courses et des jeux, 1, rue Notre-Dame Est, bureau 9.01, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	NATURE DE LA DEMANDE	ENDROIT D'EXPLOITATION	NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	NATURE DE LA DEMANDE	ENDROIT D'EXPLOITATION
9031-6670 Québec Inc. BAR SÉRIE CAPRI 2687, rue Wellington Montréal (Québec) H3K 1X8 Dossier: 226-571	1 Bar avec autorisation de spectacles sans nudité (suite à une cession)	2687, rue Wellington Montréal (Québec) H3K 1X8	Bistro St-Michel Inc. BISTRO ST-MICHEL 9259, boul. Saint-Michel Montréal (Québec) H1Z 3G7 Dossier: 971-853	2 Restaurants pour vendre dont 1 sur terrasse	9259, boul. Saint-Michel Montréal (Québec) H1Z 3G7
Association des Étudiants du Campus Macdonald MCGILL UNIVERSITY CENTRE DU CENTENAIRE 2111, rue Lakeshore Sainte-Anne-de-Belleue (Québec) H9X 3V9 Dossier: 355-768	Changement de capacité de 1 Bar avec danse et spectacles sans nudité existant Permis additionnel 1 Bar sur terrasse	2111, rue Lakeshore Sainte-Anne-de-Belleue (Québec) H9X 3V9	9351-2028 Québec Inc. RESTAURANT LUSO 5840, rue Bélanger Est Montréal (Québec) H1T 1G6 Dossier: 1630-151	2 Restaurants pour vendre dont 1 sur terrasse	5840, rue Bélanger Est Montréal (Québec) H1T 1G6
9345-9857 Québec Inc. BAR LA SHOP 4177, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W 2M7 Dossier: 375-246	1 Bar avec danse, spectacles sans nudité et projection de films (suite à une cession)	4177, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2W 2M7	9315-9929 Québec Inc. RESTAURANT HOOTERS CENTRE-VILLE 1433, rue Crescent, local B Montréal (Québec) H3S 2B2	2 Bars dont 1 sur terrasse (suite à une cession)	1433, rue Crescent, local B Montréal (Québec) H3S 2B2
9353-2604 Québec Inc. BOÛGGA MONTREAL 5-420, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H2Y 1V3 Dossier: 881-524	2 Restaurants pour vendre	5-420, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H2Y 1V3	9342-8670 Québec Inc. RESTAURANT BOCCA FELICE 7950, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2R 2P3 Dossier: 4506-135	1 Restaurant pour servir	7950, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2R 2P3
9349-3674 Québec Inc. VISION CAFE BAR 662, 90e Avenue Montréal (Québec) H8R 3A1 Dossier: 882-084	2 Bars dont 1 avec danse et spectacles sans nudité (suite à une cession)	662, 90e Avenue Montréal (Québec) H8R 3A1	SOUPESOUPE INC. SOUPESOUPE 155, rue Maguire Montréal (Québec) H2T 1C2 Dossier: 4509-766	1 Restaurant pour vendre	155, rue Maguire Montréal (Québec) H2T 1C2

Québec

Appel d'offres

Saint-Laurent
Montréal

Arrondissement de Saint-Laurent
Direction des services administratifs et greffe
Division des ressources financières et matérielles

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 11 h, le **mercredi 8 février 2017**, au Bureau du citoyen de l'arrondissement de Saint-Laurent, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent, Québec, H4M 2M7 pour:

Catégorie: Travaux
Appel d'offres: 17-005

Descriptif: Décapage, nettoyage, et la peinture des baignoires extérieures, pataugeoirs et jeux d'eau de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'année 2017

Renseignements: Mme Nicole Lecavalier,
saint-laurent.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Date d'ouverture des enveloppes:
Le mercredi 8 février 2017, à 11 h

Documents: Disponibles à compter du vendredi 10 janvier 2017

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les personnes ou les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au 1-866-669-7326 ou au 514-856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement à la salle du Conseil de l'arrondissement, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Le Conseil ne s'engage à accepter ni la plus basse soumission ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 20 janvier 2017.

La secrétaire du Conseil d'arrondissement,
Isabelle Bastien, avocate

Appel d'offres

Montréal

Service de l'eau - Direction de l'épuration
des eaux usées

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 10h30 à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal H2Y 1C6, pour: le **22 Mars 2017**

Catégorie: Construction
Appel d'offres: 5048A-EC-105-12

Descriptif: Bassin De Rétention Lavigne Phase 1: Construction des conduites en tunnel et des Structures d'accès. Arrondissements: Ahuntsic-Cartierville & Saint-Laurent

Date d'ouverture: Le 22 Mars 2017

Visite: N/A

Dépôt de garantie: 10% du montant de la soumission

Renseignements: Sally Dagher ing. : 514 280-4418
Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin.

Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 20 Janvier 2017.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600 ou en consultant le site Web: www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 20 janvier 2017

Le greffier de la Ville
M^r Yves Saindon

Avis public

Montréal

Direction générale adjointe - Services institutionnels
Service de l'approvisionnement

Appel d'offres: 16-15251

Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés, entente d'approvisionnement de 48 mois

L'ouverture des soumissions prévue pour le 18 janvier 2017 est reportée au 30 janvier 2017 à 10 h 30 dans les locaux du Service du greffe de l'hôtel de ville.

Montréal, le 20 janvier 2017

Le greffier de la Ville
M^r Yves Saindon

Primeau Proulx et Associé inc.

Syndics autorisés en insolvabilité

Avis de la première assemblée
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire des faillites de:

9128-8456 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée ayant eu sa place d'affaires au 1598, rue Scheffer, Chambly (QC) J3L 3E6.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la première assemblée des créanciers sera tenue le 31 janvier 2017 à 10h00 au bureau du syndic.

Le 10^e jour de janvier 2017.

PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC., Syndics autorisés en insolvabilité
SYLVAIN PROULX, CPA, CA, SA, Syndic administrateur
103-3410, Chemin de Chambly, Longueuil (Qc) J4L 1N8
Tél.: (450) 670-1040 • Téléc.: (450) 670-1542

Appel d'offres

Montréal

Direction générale adjointe - Services institutionnels
Service de l'approvisionnement

Appel d'offres: 17-15672 - ERRATUM

Entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement du Square Cabot - Ville-Marie

Veillez noter que l'avis d'appel d'offre publié le 18 janvier 2017 aurait dû se lire comme suit:

Dépôt de garantie: 15 000 \$ (Cautionnement et/ou chèque visé)

Montréal, le 20 janvier 2017

Le greffier de la Ville
M^r Yves Saindon

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LONGUEUIL

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION
(Art. 136 et 137 C.p.c.)

Avis est donné aux défendeurs ci-dessous mentionnés de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de Longueuil situé au 1111 Jacques-Cartier Est, local RC-27, Longueuil, Québec, J4M 2J6, et ce, dans les 30 ou autre nombre de jours indiqué dans l'ordonnance afin de recevoir la demande introductive d'instance en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis des options qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Défendeurs	Dernière adresse connue	N° dossiers	Demandeurs
JDR RIVE SUD INC.	4435 AVE. THIBAUT, LOCAL 3, LONGUEUIL	505-32-036230-168	DIARRA YOUSSEF
PHARM INC.	57050 BOUL. TASCHEREAU, BROSSARD	505-32-036250-166	DJAMAL MILOUDI
VALENTINE GEORGE	38-4752 AV. COUTRAI, MONTREAL	505-32-036263-169	9009-6843 QUÉBEC INC.
JOSÉE LEDUC LOT	416-545 GRANDE CAROLINE, ROUGE MONT	505-32-036275-163	LAVIGEUR JOCELYNE ET JEAN-MARC VOYE
MELANIE LEPAGE.	764 RUE BEAUCHEMNE, REPENTIGNY	505-32-036304-161	PELLERIN SAVITZ S.E.N.C.R.L.

Le présent avis est publié aux termes d'ordonnances rendue le 17 janvier 2017 par la greffière Samia Selam. Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances l'exigent.

À Longueuil, le 17 janvier 2017

Samia Selam, g.a.c.q.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12h00 le vendredi | Publications du mardi: Réservations avant 16h00 le vendredi
Tél.: 514-985-3344 | Fax: 514-985-3340 | Courriel: avisdev@ledevoir.com
Sur Internet: www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics | www.ledevoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres

ACTUALITÉS

DÉMOCRATIE

Jean-Pierre Kingsley s'ajoute à la liste de ceux qui veulent un scrutin proportionnel

PHILIPPE ORFALI

La proportionnelle, et que ça saute. Vingt-six personnalités canadiennes, dont l'ancien directeur général des élections Jean-Pierre Kingsley, ont juré jeudi de «talonner» le gouvernement de Justin Trudeau jusqu'à ce qu'il donne enfin suite à sa promesse maintes fois répétée de faire adopter une réforme du mode de scrutin à temps pour la tenue des prochaines élections fédérales, en 2018.

Dans une lettre, ils pressent la nouvelle ministre de la Réforme démocratique, Karina Gould, «de mettre en œuvre la principale recommandation du comité parlementaire spécial sur la réforme électorale», soit de «travailler à l'adoption d'un système de représentation proportionnelle pour les prochaines élections fédérales».

La lettre ouverte est notamment signée par l'ex-chef du Nouveau Parti démocratique Ed Broadbent, l'ancien président de l'Assemblée nationale Jean-Pierre Charbonneau, Guy Giorgio, un ancien proche collaborateur de Stephen Harper, dans une rare entrevue. Si les divers gouvernements qui se sont succédés dans l'histoire du pays ont tous, sans exception, balayé sous le tapis l'idée d'une réforme électorale, c'est que le système actuel favorise les partis politiques, pas les électeurs, ajoute-t-il. «Les politiciens ne devraient pas primer les électeurs.»

Les deux hommes se disent «optimistes» que la ministre Gould respecte l'échéancier que s'était fixé le gouvernement Trudeau en présentant un nouveau modèle électoral d'ici au mois de mai.

M^{me} Gould n'a pas accordé d'entrevue au *Devoir* jeudi. Un porte-parole s'est dit «reconnaissant» du travail du comité.

produire un système proportionnel», dit-il, rappelant que ce comité était formé de représentants de quatre partis.

Il déplore, comme plusieurs l'ont fait, les propos de l'ex-ministre de la Réforme démocratique Maryam Monsef, depuis mutée à la Condition féminine.

La jeune ministre Gould doit agir très rapidement, insiste-t-il. «Ça ne peut pas lui prendre deux mois, c'est son dossier principal. Il faut qu'elle puisse comprendre les enjeux en quelques semaines. Il faut que ça bouge.» Voilà déjà plus de sept semaines que le comité a rendu son rapport.

Un proche de Harper appuie la réforme

«C'est pourtant simple: notre système ne reflète pas le point de vue des Canadiens ni comment ils votent. On est en 2017. On devrait avoir un Parlement qui reflète cela», a quant à lui expliqué au *Devoir* Guy Giorgio, un ancien proche collaborateur de Stephen Harper, dans une rare entrevue.

Si les divers gouvernements qui se sont succédés dans l'histoire du pays ont tous, sans exception, balayé sous le tapis l'idée d'une réforme électorale, c'est que le système actuel favorise les partis politiques, pas les électeurs, ajoute-t-il. «Les politiciens ne devraient pas primer les électeurs.»

Les deux hommes se disent «optimistes» que la ministre Gould respecte l'échéancier que s'était fixé le gouvernement Trudeau en présentant un nouveau modèle électoral d'ici au mois de mai.

M^{me} Gould n'a pas accordé d'entrevue au *Devoir* jeudi. Un porte-parole s'est dit «reconnaissant» du travail du comité.

Le Devoir

NÉGOCIATIONS

L'Assemblée nationale fait marche arrière

ALEXANDRE ROBILLARD à Québec

L'Assemblée nationale a renoncé, jeudi, aux services juridiques d'une avocate soupçonnée d'être utilisée comme briseuse de grève.

L'institution a annoncé en fin de journée que cette employée occasionnelle était désormais affectée à d'autres tâches que la pratique du droit, a indiqué la porte-parole, Noémie Cimon-Mattar, dans un courriel.

M^{me} Cimon-Mattar a affirmé que cette décision avait été prise jeudi et qu'elle était «en vigueur immédiatement».

«L'Assemblée a affecté l'employée à d'autres fonctions, de sorte de celle-ci ne pourra travailler à titre d'avocate ainsi que sur tout dossier de nature juridique, et ce, tant que le conflit de travail ne sera pas réglé», a-t-elle écrit.

Dans son courriel, M^{me} Cimon-Mattar a expliqué que l'Assemblée nationale souhaitait, avec sa décision, éviter de mettre de l'huile sur le feu.

«L'Assemblée, dans le contexte actuel de moyens de pression, souhaite éviter que ses décisions puissent être interprétées comme une manière de

contourner le droit de grève, ce qu'elle n'a jamais eu l'intention de faire», a-t-elle écrit.

Un porte-parole du regroupement syndical Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ), François Desroches-Lapointe, a jugé que ce retrait démontre la faute de l'Assemblée nationale.

«C'est un aveu, ni plus ni moins, que cette personne était engagée pour faire des tâches qui sont normalement nos tâches, a-t-il dit en entrevue téléphonique. C'est un travail de briseur de grève qui était fait par cette personne.»

Jeudi matin, LANEQ, qui représente les juristes en grève depuis 13 semaines, avait réclamé une enquête pour déterminer si des briseurs de grève avaient été embauchés par l'Assemblée nationale et le ministère de la Justice.

Selon le regroupement, un stagiaire a également accompli les tâches de ses membres au ministère de la Justice pour la mise en place de la Commission d'enquête sur la protection de la confidentialité des sources journalistiques et de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre de la Santé Gaétan Barrette improvise, accusent les médecins spécialistes.

MÉDECINE

Les spécialistes retiennent les services de Lucien Bouchard

Les médecins ne veulent plus parler à Gaétan Barrette

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Évoquant la possibilité de recours juridiques contre le gouvernement, les médecins spécialistes ont retenu les services de l'ancien premier ministre et avocat Lucien Bouchard pour défendre leurs intérêts. Ils demandent aussi le retrait du ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, des négociations sur les épineux dossiers des frais accessoires et des échographies en cabinet.

«Les délégués des spécialités médicales ont entériné un plan qui sera orienté sur notre droit de défendre les conditions d'exercice de la médecine spécialisée dans les établissements. Ces enjeux majeurs et de nature juridique découlent notamment des décisions, règlements, projets de loi et lois initiés par le ministre de la Santé», a fait savoir la présidente de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), Diane Francœur, dans un communiqué émis en soirée jeudi.

Plus tôt dans la journée, les spécialistes avaient tenu un point de presse pour réclamer que les négociations soient confiées au Conseil du Trésor. La FMSQ demande à changer de vis-à-vis, croyant que Pierre Moreau fera preuve de plus de mesure que son collègue.

À une semaine de l'entrée en vigueur de l'abolition officielle des frais accessoires en cabinet, aucune entente n'est encore survenue entre le gouvernement et les fédérations médicales.

Le cabinet du ministre Barrette a fait savoir qu'il n'était pas question pour lui de se retirer du dossier et que la négociation «allait aboutir, dans l'intérêt des patients».

«Le temps presse, ce sera le chaos [la semaine prochaine], averti la D^{re} Francœur en conférence de presse, entourée de plusieurs de ses collègues. La précipitation du ministre va causer des bris de service.»

Concertation des professionnels de la santé

Par ailleurs, dans une exceptionnelle prise de position commune, la FMSQ, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires (AQPP) et l'Association des optométristes du Québec (AOQ) ont demandé jeudi à Gaétan Barrette de «mettre fin à l'incertitude dans laquelle sont plongés les patients et aînés du Québec en clarifiant une fois pour toutes la réglementation touchant l'abolition des frais accessoires dans les cliniques, pharmacies et cabinets d'optométristes».

Avec la fin des frais accessoires, il n'est pas clair si les professionnels de la santé peuvent continuer à faire les mêmes interventions auprès des patients, et selon quel mode de rémunération, s'inquiètent-ils. «Nous n'avons eu aucune confirmation écrite de la part de Québec qui nous permette de donner des indications claires à nos membres, explique le président de l'AQPP, Jean Thiffault. Il y a de nombreuses contradictions entre les documents du ministère et les entrevues données par le ministre. On attend toujours la rencontre promise avec le ministère.»

Le Devoir

Louise Beaudoin décorée par François Hollande

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Le 6 février prochain, l'ancienne ministre du Parti québécois Louise Beaudoin deviendra l'une des très rares personnalités québécoises à accéder au rang de grand officier de la Légion d'honneur. Celle qui a œuvré aux relations entre la France et le Québec depuis le début des années 1970 dans le gouvernement de René Lévesque recevra cette décoration des mains mêmes du président François Hollande dans les salons de l'Élysée.

Louise Beaudoin deviendra ainsi la première ministre québécoise à accéder à ce rang, jusque-là réservé à quelques rares premiers ministres, comme René Lévesque et Robert Bourassa. Les autres, comme Lucien Bouchard, Bernard Landry et Jean Charest, ont généralement l'ordre de Commandeur. L'ancienne ministre des Relations internationales et de la Culture avait reçu ces derniers insignes en 2004 des mains du président de l'Assemblée nationale Jean-Louis Debré.

«Il s'agit d'une consécration de mon implication dans les relations France-Québec. Ça termine bien une carrière consacrée à cette amitié», nous a-t-elle confié. La décision relève d'un décret présidentiel. Parmi les Canadiens, seul l'homme d'affaires Paul Desmarais avait reçu en 2008, des mains de son ami personnel, le président Nicolas Sarkozy, le grade suprême de grand-croix, sans passer par celui de grand officier. Le 6 février, à l'Élysée, on attend plusieurs représentants politiques français amis de longue date du Québec et de Louise Beaudoin. Lyne Beauchamp, la déléguée générale du Québec à Paris, sera présente et recevra ensuite Louise Beaudoin à la délégation.

Le Devoir



TÉLÉ-QUÉBEC Louise Beaudoin

Trudeau: enquête du Commissariat aux langues officielles

Ottawa — Le Commissariat aux langues officielles a reçu neuf plaintes liées à la décision de Justin Trudeau de répondre uniquement en français à des questions posées en anglais, mardi, lors de son passage dans les Cantons-de-l'Est. Le porte-parole du Commissariat, Nelson Kalil, a indiqué jeudi que le bureau mènera une enquête sur ces plaintes, afin de déterminer si le premier ministre a enfreint la Loi sur les langues officielles. Selon M. Kalil, l'enquête pourrait prendre de trois à six mois.

La Presse canadienne

Le PLC efface sa dette

Ottawa — Les libéraux fédéraux ne sont plus endettés, près de 14 mois après être revenus au pouvoir en 2015. Selon la présidente du PLC, Anna Gainey, les libéraux ont remboursé le mois dernier un dernier montant de 1,9 million de la dette qu'ils avaient contractée lors de la dernière campagne électorale. Les libéraux ont dépensé un peu plus de 40 millions au cours de la campagne. Le recrutement de 50 000 nouveaux membres — qui ne paient plus de cotisation — a contribué à l'effacement de la dette. Environ 35 000 personnes ont versé en moyenne 43,26\$ au cours des six derniers trimestres.

La Presse canadienne

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Visites libres

CE DIMANCHE DE 14 H À 16 H • 514 985-3322
PETITESANNONCES@LEDEVOIR.COM

7400 ST-LAURENT #200
Appartement chaleureux. Juste à côté du magnifique Parc Jarry, du stade de tennis Uniprix, du métro Castelnau, du Marché Jean-Talon. 687 p.c., une chambre à coucher. 271 000 \$ - CENTRIS # 25646945

ESTHER LEBLANC
514-220-2454
Courtier immobilier agréé.

1351 Rue St-Grégoire, app. 406
Beau, lumineux et spacieux condo, 2 derniers étages, ascenseur. Cuisine-s/manger-salon aire ouverte, 2 ch., mezzanine, hauts plafonds, foyer au gaz, grand balcon, terrasse. GARAGE inclus. 598 900 \$

KENT SANDERSON 514-710-6620
STÉPHANE COSTA 514-770-6620
Courtiers Immobiliers, Via Capitale du Mont-RoyalPOUR ANNONCER DANS CETTE SECTION,
VEUILLEZ CONTACTER LES PETITES
ANNONCES AU 514 985-3322

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2017-01-18

649	10 17 20	28	07 08 20	39
	24 33 35	compt.	22 32 33	compt.

Prochain gros lot (approx.): 25 000 000 \$
1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
44093113-02

Extra 4725694

Ce soir, 50 MILLIONS \$
+ 2 LOTS DE 1 MILLION \$ (approx.)

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉCONOMIE

Donald Trump et une possible guerre commerciale hantent Davos



Wang Jianlin, l'homme le plus riche de Chine a instamment demandé à M. Trump de ne pas ruiner l'industrie des loisirs par une guerre commerciale.

ANTONIO RODRIGUEZ à Davos

À la veille de la prise de fonctions de Donald Trump, les économistes réunis au Forum économique mondial de Davos se demandent si ses attaques contre la Chine, le Mexique ou encore l'Allemagne, n'augmentent pas d'une guerre commerciale.

Les propos de M. Trump «sont une déclaration de guerre», a affirmé à l'AFP le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, en marge du Forum de Davos, en réaction aux menaces du futur président d'imposer des taxes sur les importations, notamment sur les voitures produites à l'étranger.

Comme une vraie guerre

Dans un entretien accordé aux quotidiens allemand *Bild* et britannique *Times*, paru lundi, le président élu a redit vouloir lourdement taxer, au titre des droits de douane, les importations aux États-Unis de produits fabriqués au Mexique, y compris pour le constructeur allemand BMW. Des propos qui ont ému une bonne partie de l'élite économique présente à Davos, lieu qui prône le libéralisme depuis des lustres et a toujours fait du protectionnisme son ennemi.

«La guerre commerciale, c'est comme la vraie guerre. La paix est un bénéfice mutuel, mais la guerre est une destruction mutuelle», a prévenu M. Stiglitz qui redoute que les pays visés ne prennent à leur tour des mesures de représailles qui pénaliseraient les exportations américaines. Avec M. Trump, «il y a bien sûr un risque que les États-

Unis deviennent protectionnistes et cette dimension crée de potentielles tensions commerciales», a admis l'économiste Nouriel Roubini, lors d'un débat sur le rôle dans la mondialisation de la Chine, pays qui constitue la cible principale des attaques du futur locataire de la Maison-Blanche.

Sur toutes les lèvres

Le président chinois Xi Jinping a d'ailleurs profité de son passage à Davos pour lancer un appel face aux menaces de M. Trump. «Nous devons rester attachés au développement du libre-échange [...] et dire non au protectionnisme», a-t-il affirmé lors de son discours. Même message du côté des dirigeants d'entreprise: l'homme le plus riche de Chine, Wang Jianlin, actif notamment dans le cinéma, a instamment demandé à M. Trump de ne pas ruiner l'industrie des loisirs par une guerre commerciale.

À Davos, malgré l'absence de M. Trump son nom est sur toutes les lèvres. Et les avertissements se sont multipliés avant sa prise de fonction.

«Approche erronée»

La directrice générale du FMI Christine Lagarde s'est exprimée en termes diplomatiques, sans citer le futur président. «Tourner le dos à la mondialisation est une approche erronée», a-t-elle assuré. L'ancien secrétaire au Trésor américain, Larry Summers, lui, n'y est pas allé par quatre chemins, attaquant directement M. Trump. «Les victimes de ces politiques populistes seront les bas revenus et la classe moyenne, au nom desquels elles sont menées», a-t-il assuré.

Pour illustrer ses propos, il a rappelé que les menaces de M. Trump ont provoqué une forte chute du peso mexicain ces derniers mois, rendant ainsi les ouvriers du pays voisin encore plus compétitifs par rapport aux Américains. «La dépréciation du peso est un poignard pointé vers l'Ohio», un État victime de la désindustrialisation qui a voté pour le candidat républicain, a-t-il prévenu.

Des pistes

Face au retour attendu du protectionnisme aux États-Unis, certains participants au Forum de Davos ont esquissé des pistes pour répondre aux États-Unis. «La première chose que fera M. Trump sera de répu- dier l'Accord de partenariat transpacifique [PTP]», a assuré M. Roubini. «Cela donne des options à la Chine non seulement en Asie ou dans la région Pacifique, mais aussi jusqu'au Mexique!», a affirmé l'économiste, qui a appelé le pays latino-américains, en première ligne face à M. Trump, à se rapprocher du géant asiatique si M. Trump mettait ses menaces à exécution.

Alicia Barcena, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a d'ailleurs regretté que le Mexique n'ait pas profité de Davos pour lancer la riposte. «Il manque une stratégie forte du Mexique qui ne devrait pas tout miser sur la négociation avec Donald Trump. Lui, il a déjà dit ce qu'il voulait. C'est au tour du Mexique de le faire maintenant.»

Agence France-Presse

MARCHÉS BOURSISERS



Titre	Symbole	Fermure	Variation	Volume
-------	---------	---------	-----------	--------

LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

S&P TSX	SPTT15409.81	11.96	0.08	183537
S&P TX20	TX20 663.87	2.00	0.30	76860
S&P TX60	TX60 911.75	0.90	0.10	81842
S&P TX60 Cap.	TX6C 1008.22	1.00	0.10	81842
Cons. de base	TTCS 520.59	-2.25	-0.43	3346
Cons. discrét.	TTCD 178.33	0.02	0.01	5996
Énergie	TTEN 209.51	-0.30	-0.14	41740
Finance	TTFS 285.50	0.49	0.17	19674
Aurifère	TTGD 208.98	0.81	0.39	74907
Santé	TTHC 70.24	-0.65	-0.92	2682
Tech. de l'info	TTTK 55.76	-0.43	-0.77	3360
Industrie	TTIN 205.51	1.09	0.53	10997
Matériaux	TTMT 247.21	0.72	0.29	67925
Immobilier	TTRE 284.47	0.22	0.08	8055
Télécoms	TTTS 150.93	0.40	0.27	2781
Sev. collect.	TTUT 237.64	-0.16	-0.07	6854
Métaux/minerals	TTMN 670.38	0.00	0.00	0

TSX CROISSANCE

TSX Venture	JX 793.14	1.46	0.18	98268
-------------	-----------	------	------	-------

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Alim. Couche-Tard	ATD.B 61.58	-0.10	-0.16	458
Canadien-Tire	CTC.A 142.17	0.15	0.11	154
Cogeco	CCA 70.54	0.40	0.57	136
Corus	CJR.B 13.19	-0.02	-0.15	599
Groupe TVA	TVA.B 3.20	0.04	1.27	7
Jean Coutu	PJC.A 20.24	-0.05	-0.25	63
Loblav	L 69.77	-0.38	-0.54	320
Magna	MG 56.67	0.09	0.16	746
Metro	MRU 41.36	-0.86	-2.04	888
Quebecor	QBR.B 39.17	0.27	0.69	152
Uni Select	UNS 30.06	0.05	0.17	197
Saputo	SAP 47.52	0.43	0.91	367
Shaw	SJR.B 27.83	0.13	0.47	565
Dollarama	DOL 98.76	0.24	0.24	200
Restaurant Brands	QSR 64.60	-0.41	-0.63	262
Transat A.T.	TRZ 5.20	-0.03	-0.57	23
Yellow Media	Y 17.87	0.28	1.59	11

ÉNERGIE

Cameco	CCO 15.85	1.46	10.15	5460
Canadian Natural	CNQ 40.40	-0.20	-0.49	1638
Hydro One	H 24.27	-0.05	-0.21	346
Enbridge	ENB 56.73	-0.49	-0.86	1042
EnCana	ECA 17.39	0.01	0.06	4932
Enerplus	ERF 12.25	0.22	1.83	1083
Pengrowth Energy	PGF 1.71	-0.10	-5.52	4157
Pétrolière Impériale	IMO 44.29	-0.32	-0.72	470
Suncor Energy	SU 42.14	-0.29	-0.68	2116
Cenovus Energy	CVE 19.29	0.02	0.10	930
TransCanada	TRP 61.91	-0.07	-0.11	795
Valencor	VNR 20.84	-0.03	-0.14	41

FINANCIÈRES

B. CIBC	CM 111.33	0.54	0.49	862
B. de Montréal	BMO 98.05	0.59	0.61	1065
B. Laurentienne	LB 58.39	0.09	0.15	52
B. Nationale	NA 55.55	0.65	1.18	1187
B. Royale	RY 93.28	-0.01	-0.01	1565
B. Scotia	BNS 76.74	0.26	0.34	1083
B. TD	TD 66.61	-0.07	-0.10	1663
Brookfield Asset	BAM.A 44.69	-0.33	-0.73	623
Cominar Real	CUF.UN 14.76	-0.05	-0.34	328
Corp. Fin. Power	PWF 33.49	-0.07	-0.21	390
Fin. Manuvie	MFC 24.51	0.19	0.78	3472
Fin. Sun Life	SLF 52.53	-0.14	-0.27	1005
Great-West Lifeco	GWO 35.64	-0.08	-0.22	474
Industrielle All.	IAG 55.03	0.22	0.40	122
Power Corporation	POW 29.86	0.01	0.03	608
TMX	X 70.25	-0.72	-1.01	69

INDUSTRIELLES

Air Canada	AC 13.64	0.12	0.89	830
Bombardier	BBD.B 2.68	0.03	1.13	4259
CAE	CAE 18.53	-0.02	-0.11	347
Canadien Pacifique	CP 200.11	7.63	3.96	921
Chemin de fer CN	CNR 91.64	-0.84	-0.91	1731
SNC-Lavalin	SNC 56.62	0.44	0.78	203
Transcontinental	TCLA 21.96	-0.28	-1.26	86
TransForce	TFI 35.00	0.00	0.00	0

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Agrim	AGU 134.62	0.27	0.20	152
Barrick Gold	ABX 22.56	0.26	1.17	3951
Goldcorp	G 20.11	-0.13	-0.64	3487
Kinross Gold	K 4.68	-0.02	-0.43	4865
Mines Agnico-Eagle	AEM 60.30	-0.18	-0.30	663
Potash	POT 24.07	-0.01	-0.04	1385
Teck Resources	TECK.B 31.32	-0.10	-0.32	1580

SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS 41.53	0.00	0.00	1078
TransAlta	TA 7.87	-0.12	-1.50	1051

TECHNOLOGIE

BlackBerry	BB 9.44	-0.10	-1.05	1088
CGI	GIB.A 63.59	-0.28	-0.44	447

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE 58.41	0.35	0.60	1002
Manitoba Telecom	MBT 38.01	0.07	0.18	112
Rogers	RCL.B 52.03	0.05	0.10	753
Telus	T 43.61	0.08	0.18	915

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB 31.07	-0.07	-0.22	62
iShares MSCI	XEM 27.05	0.05	0.19	18
iShares MSCI EMU	EZU 33.12	0.00	0.00	0
iShares S&P 500	XSP 25.84	-0.08	-0.31	191
iShares S&P/TSX	XIC 24.42	0.01	0.04	74

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

ALGONQUIN POWER & ENERGY	AQN.IR 40.25	0.05	0.12	13063
CAMECO CORP	CCO 15.85	1.46	10.15	5460
ENCANA CORP	ECA 17.39	0.01	0.06	4932
BAYTEX ENERGY CORP	BTE 5.38	-0.10	-1.82	4732
HB NYMEX CL BULL	HOU 8.03	0.01	0.12	4567
BARRICK GOLD CORP	ABX 22.56	0.26	1.17	3951
PRECISION DRILLING	PD 7.63	0.35	4.81	3681
MILESTONE	MST.UN 21.60	1.94	9.87	3670
GOLDCORP INC	G 20.11	-0.13	-0.64	3487
MANULIFE FINANCIAL	MFC 24.51	0.19	0.78	3472

LES GAGNANTS EN %

CAMECO CORP	CCO 15.85	1.46	10.15	5460
MILESTONE	MST.UN 21.60	1.94	9.87	3670
HIGH ARCTIC ENERGY	HWO 5.95	0.36	6.44	381
PRECISION DRILLING	PD 7.63	0.35	4.81	3681
LUNDIN MINING CORP	LUN 7.63	0.35	4.81	2745
STUART OLSON INC	SOX 5.41	0.21	4.04	170
NA ENERGY PARTNERS	NOA 5.72	0.22	4.00	447
CANADIAN PACIFIC	CP 200.11	7.63	3.96	921
ADVANTAGE OIL & GAS	AV 8.50	0.26	3.16	641
CANYON SERVICES	FRC 6.52	0.20	3.16	906

LES PERDANTS EN %

AGF MGMT LTD	AGF.B 5.86	-0.27	-4.40	970
WEST FRASER TIMBER	WFT 44.91	-1.66	-3.56	355
CANFOR CORP	CFP 14.36	-0.48	-3.23	282
KLONDEX MINES LTD	KDX 6.68	-0.20	-2.91	1390
ATS AUTOMATED	ATA 12.30	-0.35	-2.77	112
CENTERRA GOLD INC	CG 6.68	-0.17	-2.48	1246
CASCADES INC	CAS 11.99	-0.30	-2.44	110
TRILOGY ENERGY	TET 6.92	-0.17	-2.40	107
TAHOE RESOURCES	THO 11.92	-0.29	-2.38	2512
DETOUR GOLD CORP	DGC 17.30	-0.37	-2.09	1330

LES GAGNANTS EN \$

CANADIAN PACIFIC	CP 200.11	7.63	3.96	921
MILESTONE	MST.UN 21.60	1.94	9.87	3670
CAMECO CORP	CCO 15.85	1.46	10.15	5460
SHOPIFY INC	SHOP 67.47	1.30	1.96	176
FRACO-NEVADA CORP	FNV 83.92	1.09	1.32	554
NATIONAL BANK of CANADA	NA 55.55	0.65	1.18	1187
BANK of MONTREAL	BMO 98.05	0.59	0.61	1065
WASTE CONNECTIONS	WCN 106.12	0.56	0.53	110
ALTUS GROUP LTD	AIF 29.70	0.55	1.89	183
CANADIAN IMPERIAL	CM 111.33	0.54	0.49	862

LES PERDANTS EN \$

WEST FRASER TIMBER	WFT 44.91	-1.66	-3.56	355
METRO INC	MRU 41.36	-0.86	-2.04	888
CANADIAN NATIONAL	CNR 91.64	-0.84	-0.91	1731
RITCHIE BROS	RBA 41.99	-0.74	-1.73	145
OPEN TEXT CORP	OTC 83.29	-0.66	-0.79	239
ONEX CORP	ONEX 87.09	-0.49	-0.56	132
ENBRIDGE INC	ENB 56.73	-0.49	-0.86	1042
CANFOR CORP	CFP 14.36	-0.48	-3.23	282
FINNING INTL LTD	FTT 26.54	-0.42	-1.56	147
RESTAURANT BRANDS	QSR 64.60	-0.41	-0.63	262

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermure	var. pts	var. %	
IQ30	2463,95	+1,55	+0,06	
IQ120	2499,58	-0,47	-0,02	

FORUM DE DAVOS

ArcelorMittal investira 500 millions

Le géant de la sidérurgie bénéficiera de rabais sur l'électricité

JULIEN ARSENAULT à Davos

En échange d'importants rabais sur l'hydroélectricité, le géant sidérurgique ArcelorMittal investira 500 millions au cours des quatre prochaines années dans ses installations sur la Côte-Nord, ce qui se traduira par l'embauche d'une quarantaine de personnes.

Ces sommes devraient permettre d'accroître la productivité des mines de minerai de fer à ciel ouvert exploitées par la multinationale à Fire Lake ainsi qu'à Mont-Wright, près de Fermont, où travaillent quelque 2500 de ses 4000 salariés québécois. «Cela témoigne comment nous pouvons utiliser notre richesse collective, l'hydroélectricité, pour attirer des investissements chez nous», a expliqué jeudi le premier ministre Philippe Couillard, au cours d'une mêlée de presse, au Forum économique de Davos qui se déroule en Suisse.

Sur quatre ans, ArcelorMittal verra sa facture d'électricité être réduite de 60 millions en vertu du rabais octroyé par Québec, étant donné que la société est admissible au rabais du «tarif L» — un tarif pour les grandes entreprises éconerg

ÉCONOMIE

Cotisations au RRQ : des mesures d'atténuation possibles

FRANÇOIS DESJARDINS

Québec n'exclut pas de recourir à des mesures d'atténuation afin de contrebalancer l'effet d'une éventuelle hausse de cotisations au Régime des rentes du Québec (RRQ), tant pour les travailleurs que pour les entreprises.

Alors que la consultation parlementaire concernant la bonification du RRQ tire à sa fin, le ministre des Finances a entendu cette semaine les préoccupations de certains groupes concernant la capacité de payer, notamment du côté des sociétés, qui soulignent le niveau déjà élevé des taxes sur la masse salariale.

«Je regarde les deux côtés de la médaille, a dit le ministre Carlos Leitão en entrevue au *Devoir*. Pour les travailleurs, je pense qu'il y a des moyens qu'on peut utiliser pour atténuer l'impact de cette augmentation. Parce qu'il ne faut pas se le cacher, c'est une forme de taxe, notre chèque de paie au final serait moins élevé.»

Pour les entreprises, «c'est un peu plus complexe», mais le ministère va essayer de «trouver

des moyens qui pourraient atténuer l'effet de cela, particulièrement pour les PME», a ajouté M. Leitão. «Si on arrive à faire ça, on pourra avoir un consensus beaucoup plus vaste.»

Désaccord avec Ottawa

Les consultations de Québec découlent d'un refus de signer, avec les autres provinces, un accord portant sur la bonification des régimes de retraite publics telle que proposée par Ottawa. Le fédéral s'est entendu avec neuf provinces sur le relèvement général du taux de remplacement des revenus à la retraite, mais le gouvernement Couillard a dit en juin 2016 qu'il voulait d'abord solliciter des avis.

À l'heure actuelle, le taux de remplacement du Régime de pensions du Canada (RPC) et du RRQ est de 25%. Ottawa veut l'augmenter à 33%, moyennant toutefois une hausse des cotisations de tout le monde, même chez les personnes à faible revenu.

Le scénario de Québec prône aussi un relèvement de 25% à 33%, mais seulement sur la por-

tion du salaire gagnée entre 27 450\$ et 62 600\$. En réalité, le taux effectif sur l'ensemble du salaire passerait de 25% à un peu moins de 30%. De nombreux experts et syndicats préfèrent la proposition d'Ottawa.

Pour les personnes à faible revenu, Québec veut discuter avec Ottawa pour obtenir une exemption supplémentaire sur les revenus qui servent au calcul du Supplément du revenu garanti, une allocation d'appoint. Ottawa est ouvert aux pourparlers, a dit M. Leitão.

L'enjeu des comparaisons

La capacité de payer est un enjeu souvent discuté, car le niveau des cotisations payé par les Québécois, à parts égales entre employé et employeur, est de 10,8%. Dans le reste du pays, c'est 9,9%. Pour un Québécois gagnant 40 000\$, le scénario d'Ottawa ferait passer sa cotisation annuelle de 1971\$ à 2336\$, alors que celui du Québec la ferait passer de 1971\$ à 2097\$. Ses prestations seraient toutefois inférieures de 2000\$.

Puisque le scénario de Québec est plus modeste, des groupes craignent que les retraités québécois soient moins bien couverts que ceux du reste du pays, alors que l'esprit des régimes publics milite historiquement pour l'harmonisation. À cela, Québec répond que le processus ne fait que commencer.

Projet de loi à l'automne

L'objectif du gouvernement sera de déposer un projet de loi «quelque part à l'automne 2017», a dit le ministre. L'adoption du projet de loi aurait lieu en 2018. Invité à dire comment il arriverait à obtenir un consensus, M. Leitão a dit: «Il faut voir jusqu'où on peut aller dans la capacité de payer. Est-ce que c'est l'adoption de l'option fédérale telle quelle? Est-ce que c'est quelque chose qui irait un peu plus loin que ce qu'on a proposé à Vancouver [en juin 2016]? On est dans ces réflexions-là.» Les consultations parlementaires se terminent vendredi.

Le Devoir

CSN

Fondation inscrit un rendement semestriel de 2,7%

GÉRARD BÉRUBÉ

Fondation a publié son rendement. Il atteint 2,7% au premier semestre, 4,6% sur 12 mois sans les crédits d'impôt.

Au terme du premier semestre clos le 30 novembre 2016 Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, a inscrit un actif net de 1,57 milliard réparti entre 132 000 actionnaires, en hausse de 5,6% par rapport au 31 mai. La valeur de l'action atteint désormais 10,71\$, contre 10,43\$ au 31 mai 2016.

«Au cours des six premiers mois de son exercice 2016-2017, le rendement non annualisé à l'actionnaire a été de 2,7%. Il est de 4,6%, sans tenir compte des crédits d'impôt, pour les 12 derniers mois, alors que le taux d'inflation était de 1,2%», a souligné l'institution.

Dans ses résultats dévoilés jeudi Fondation fait ressortir qu'au 30 novembre dernier, les investissements en capital de développement réalisés ou engagés dans des PME québécoises, des entreprises d'économie sociale, ainsi que des fonds partenaires ou spécialisés, totalisaient 1,1 milliard à leur juste valeur marchande, soit une augmentation de 9,8% depuis le 31 mai.

Plus de 1000 PME

Sur ce portefeuille constituant le cœur de sa mission, Fondation a comptabilisé un rendement de 5,2% pour le premier semestre de l'exercice. Il avait été de 3,7% au semestre terminé le 30 novembre 2015.

Fondation appuie le développement de plus de 1050 PME, souligne-t-elle. Léopold Beaulieu, président-directeur général, d'ajouter: «Du côté des autres investissements, soit des placements sur les marchés financiers, dont près de la moitié est constituée de titres à revenus fixes, Fondation a maintenu une approche prudente tout en réalisant un rendement de 2,1%.»

Crédit d'impôt

L'achat des actions de Fondation donne droit à un crédit d'impôt fédéral-provincial de 35%. Les souscriptions durant l'exercice 2016-2017 sont limitées à 225 millions.

Autre fonds fiscalisé, le Fonds de solidarité a déclaré en janvier un rendement de 4% au premier semestre, de 7,5% sur 12 mois sans son crédit d'impôt de 30%. Son actif net au 30 novembre 2016 atteignait 12,2 milliards, et la valeur de son action, à 36,11\$, est à un sommet historique.

Le Devoir



La ministre du Travail, Dominique Vien, a rendu publiques les intentions de Québec en matière de salaire minimum. À l'arrière-plan, le ministre des Finances, Carlos Leitão.

EMPLOI

Québec hausse à 11,25\$ le salaire horaire minimum

ALEXANDRE ROBILLARD
à Québec

Le gouvernement du Québec haussera le salaire minimum à 11,25\$ l'heure, a annoncé jeudi la ministre du Travail, Dominique Vien.

Le salaire minimum est actuellement de 10,75\$. La hausse annoncée jeudi entrera en vigueur le 1^{er} mai prochain. L'augmentation de cette année sera supérieure à toutes celles qui ont été déterminées depuis 2010, a indiqué la ministre lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale. M^{me} Vien a du même coup annoncé que le gouvernement a l'intention de porter le salaire minimum à 12,45\$ d'ici 2020.

En se fixant ainsi pour la première fois un objectif sur plusieurs années, le gouvernement espère que cette somme sera équivalente à 50% du salaire horaire moyen, a déclaré M^{me} Vien. «Nous allons fixer le salaire minimum annuellement au conseil des ministres et si la situation économique continue à bien se comporter, d'en avoir les bons fruits comme nous en avons aujourd'hui, nous sommes assez convaincus d'arriver à destination [...] en 2020, a-t-elle dit. Mais la garantie totale n'existe pas.»

Étalement

M^{me} Vien a annoncé qu'après la hausse de 50¢ cette année, le gouvernement prévoit des augmentations de 50¢ en 2018, de 35¢ en 2019 et de 35¢ en 2020. «Si, d'aventure, on se trouvait dans une situation qui est autrement que celle qu'on connaît aujourd'hui, tout le monde va bien comprendre qu'on va revoir notre plan de match. Je pense que la seule chose qui pourrait arriver, c'est que le plan de match soit retardé, mais très sincèrement, au moment où je vous parle, mes collègues et moi, on est assez convaincus qu'en 2020 on devrait y arriver.»

Jeudi, la ministre a également annoncé une progression du taux horaire des salariés au pourboire, qui passera de 9,20\$ à 9,45\$.

Malgré les appels pour porter graduellement le salaire minimum à 15\$, afin de lutter contre la pauvreté, M^{me} Vien a lié cet objectif à la progression du salaire moyen. «Moi, mon analyse ce matin, c'est qu'on ne va pas à 15\$ maintenant, on ne va pas à 15\$ la semaine prochaine. On va être à 15\$ quand le salaire moyen au Québec sera à 30\$.»

Loin du compte

Le chef péquiste Jean-François Lisée a affirmé que le gouvernement a pris sa décision après avoir subi les pressions de l'opposition et des syndicats pour hausser le salaire à 15\$ l'heure d'ici 2022. «Je salue positivement cette décision, mais monter à 12,45\$ en 2020, ça pourrait être un peu accéléré», a-t-il dit.

La présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Louise Chabot, a exprimé sa déception que le gouvernement renonce à fixer plus rapidement l'atteinte du seuil de 15\$. «Avec cette annonce qui est faite aujourd'hui, pour atteindre le 15\$ il faudra attendre 2027. On est loin du compte.» Selon M^{me} Chabot, le taux de 50% du salaire moyen aurait pu être annoncé dès aujourd'hui.

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a estimé que la cible de 50% ne réussira pas à sortir les bas salariés de la pauvreté.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a réservé son analyse pour plus tard étant donné que le ministre des Finances, Carlos Leitão, a indiqué jeudi la possibilité d'allègements fiscaux pour les entreprises. «Il faut toutefois rappeler que l'augmentation s'avèrera plus élevée que la marge de manœuvre que certaines entreprises peuvent se permettre, a dit Yves-Thomas Dorval, président-directeur général du CPQ, dans un communiqué. Sans mesures d'atténuation fiscale ou financière concrètes, on occasionnera à ces dernières de sérieux défis de viabilité.»

La Presse canadienne

NOVEMBRE

Les ventes du secteur de la fabrication ont dépassé les attentes

Ottawa — Les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 1,5% en novembre pour s'établir à 51,8 milliards, rapporte Statistique Canada, jeudi. Les économistes s'attendaient à une hausse de 1% pour le mois, selon Thomson Reuters.

Cette hausse suit le recul enregistré en octobre, qui avait été révisé à 0,6% après une annonce initiale de 0,8%.

En dollars constants, les ventes ont progressé de 1,2%, ce qui indique qu'un volume plus élevé de biens fabriqués a été vendu en novembre. Les

ventes ont augmenté dans 14 des 21 industries, principalement grâce à une hausse des ventes dans les industries de la première transformation des métaux, des produits du pétrole et du charbon, et des produits chimiques.

Statistique Canada souligne par ailleurs que neuf provinces ont enregistré une hausse des ventes en novembre, le Québec et l'Alberta venant en tête. La seule province à avoir affiché une baisse est le Nouveau-Brunswick.

La Presse canadienne

RÉDUCTIONS DE L'OPEP

La production mondiale de pétrole chute

Paris — L'Agence internationale de l'énergie a témoigné jeudi d'une première chute de la production mondiale de pétrole en plusieurs mois, alors que se fait sentir l'impact des réductions décidées par l'Arabie saoudite et d'autres pays producteurs pour renflouer les cours du brut.

Le rapport mensuel de l'AIE précise que la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole est tombée à 33,09 millions de barils par jour en décembre, comparativement à 34,2 millions de barils le mois précédent. Ce pre-

mier déclin en sept mois est attribué à une réduction de la production saoudienne et à des problèmes au Nigeria.

L'AIE prévient que «d'autres réductions encore plus importantes de l'OPEP sont possibles en janvier», puisque l'OPEP s'est engagée l'an dernier à geler la production à environ 32,5 millions de barils par jour.

La production des pays qui ne sont pas membres de l'OPEP a aussi glissé. L'Agence ajoute que les stocks de pétrole continuent à fondre et que la demande demeure élevée.

Associated Press



FRED THORNHILL LA PRESSE CANADIENNE
Galen G. Weston

Galen G. Weston devient le grand patron de George Weston

Toronto — Galen G. Weston a été nommé président du conseil et chef de la direction de George Weston. M. Weston continuera à agir à titre de président du conseil et de chef de la direction de Loblaw. Galen G. Weston est devenu président du conseil de

George Weston en septembre dernier, succédant ainsi à son père, W. Galen Weston, qui s'est retiré à l'âge de 75 ans après avoir dirigé George Weston pendant plus de quatre décennies. Luc Mongeau a été nommé président de Weston Foods et Sarah Davis a été nommée présidente de Loblaw.

La Presse canadienne

Le patron d'Aimia prendra un congé médical

Le chef de la direction d'Aimia prendra un congé de quatre mois pour suivre un traitement médical, a annoncé jeudi la société derrière le programme de fidélisation Aéroplan. Au cours de l'absence de Rupert Duchesne, le chef de l'exploitation d'Aimia, David Johnston, agira à titre de chef de la direction par intérim. L'entreprise a en outre précisé que Robert Brown, qui était président depuis 2008, deviendra président exécutif du conseil d'administration.

La Presse canadienne

ÉDITORIAL

FRANÇOISE DAVID

Quel avenir pour QS ?

Il n'y a pas beaucoup de femmes dans la vie politique québécoise, et le départ de Françoise David n'est pas une bonne nouvelle. Ni pour les citoyens de Gouin ni pour Québec solidaire, dont elle était la représentante la plus crédible.



69 ans, Françoise David fait partie de la génération des baby-boomers qui ont façonné la vie sociale et politique du Québec depuis la fin de leur adolescence, il y a 50 ans.

Issue d'une famille bourgeoise d'Outremont dont les parents appartenaient à l'élite québécoise, Françoise David a choisi d'étudier en travail social, tout comme l'ex-chef du Parti québécois, Pauline Marois, d'une année son aînée.

Tôt dans sa vie adulte, Françoise David s'inscrit dans la mouvance de la jeunesse militante gauchiste issue du mouvement étudiant des années 1960, d'où elle bascule dans l'extrême gauche au sein de l'organisation marxiste-léniniste En Lutte dirigée par l'ex-féliciteux repentant Charles Gagnon.

Ses cinq années au sein d'un mouvement communiste ne sont pas seulement anecdotiques. De ce militantisme exacerbé (En Lutte prônait le soulèvement armé de la classe ouvrière sous la direction d'un parti pancanadien unique guidé par les enseignements de Lénine et de Mao), elle conservera non seulement le sens de l'engagement total, mais aussi une analyse marquée du siseau de la lutte des classes.

Après son départ d'En Lutte au milieu de la trentaine, Françoise David, comme plusieurs (on pense à un autre candidat de QS, François Saillant, retraité du FRAPRU), s'autorisera à rompre avec les dogmes du marxisme-léninisme pour recentrer son engagement sur la place des femmes dans la société, thème jugé secondaire chez les communistes.

Désormais, la lutte des femmes devient une priorité, comme pour les pionnières du mouvement féministe. C'est donc à cette tâche qu'elle consacre son temps et son énergie jusqu'à la création, en 2004, du mouvement politique mixte Option citoyenne, dont la fusion avec l'Union des forces progressistes du Dr Amir Khadir, deux ans plus tard, donnera Québec solidaire.

De ces années de féminisme pleinement assumées, on retiendra son passage au Regroupement des centres de femmes et surtout à la Fédération des femmes du Québec, d'où elle présidera à deux grandes manifestations de femmes pour dénoncer la pauvreté, en 1995 et en 2000.

Après ces décennies de militantisme social, Françoise David fait finalement le saut en politique active à la tête d'un parti de gauche prenant appui sur les militants et les militantes de dizaines d'organisations de défenses des droits des démunis.

Elue chez elle, dans la circonscription de Gouin, pour une première fois en 2012, la co-porte-parole de QS s'impose aussitôt à l'Assemblée nationale par le sérieux de ses interventions qui tranchent avec la partisanerie et le cynisme ambiants. De sa bonne éducation, elle a aussi retenu qu'il y a une façon polie d'envoyer paître les cons. Et tous se souviendront de sa présence assurée, presque rassurante au débat des chefs, en 2014. Elle aurait fait une excellente ministre, ou première ministre, d'un utopique gouvernement de coalition social-démocrate.

« Il y a un avenir après mon départ », affirmait M^{me} David au moment d'annoncer sa sortie, jeudi. Bien sûr qu'il y a un avenir pour Québec solidaire, mais lequel et à quelles conditions? Car des changements s'imposent si le parti veut défoncer le plafond de 8% du vote populaire obtenu en 2014.

Québec solidaire est la conscience de gauche des partis politiques au Québec. On reconnaît son engagement et son intégrité, mais pour la majorité des électeurs, il ne défend les intérêts que de la fraction la plus pauvre de la société. Ce qui est fort louable, mais insuffisant quand l'objectif est de gagner des élections.

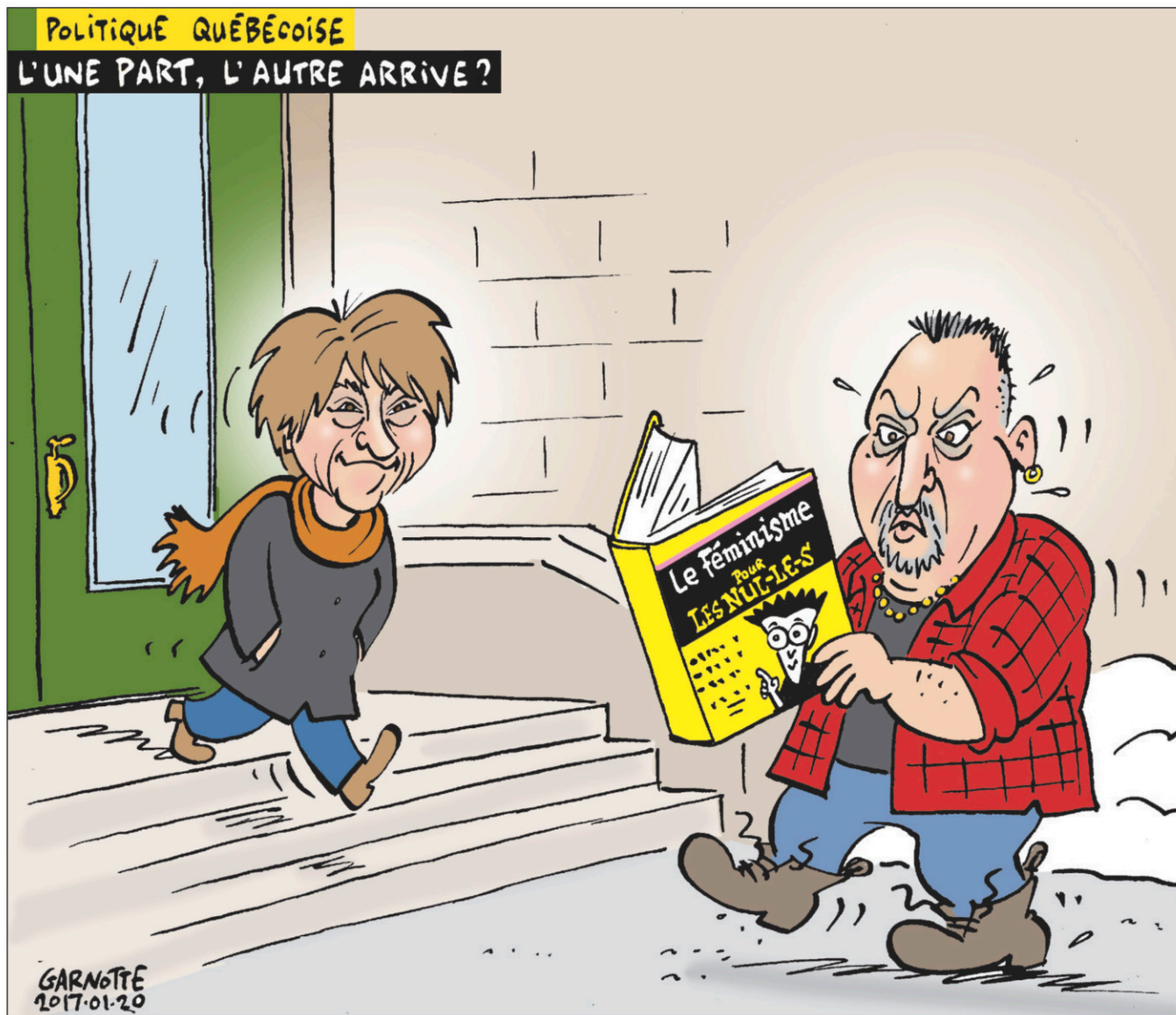
Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'infirmières, de techniciens, d'enseignants, d'ouvriers, de gens de la classe moyenne qui votent QS? Pourquoi sont-ce surtout des intellectuels insatisfaits du PQ et des militants convaincus sinon parce que les autres ne trouvent pas dans ses propositions de quoi répondre à leurs préoccupations de « petits bourgeois », comme la jeune militante d'En Lutte les aurait qualifiés.

Québec solidaire a déjà approché l'ex-leader étudiant Gabriel Nadeau-Dubois pour qu'il rejoigne ses rangs. GND dans Gouin? Pourquoi pas puisque voilà un jeune structuré, engagé et soucieux d'ajouter une dose de pragmatisme aux ambitions de la gauche. Pragmatisme dont elle a bien besoin, qu'il soit ou non question de convergence avec le PQ en vue du prochain rendez-vous électoral de 2018.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Merci beaucoup, M^{me} Françoise David

Lorsque Michel Chartrand est décédé, comme plusieurs, j'ai cherché celui qui pourrait reprendre le flambeau que ce dernier avait si vaillamment porté. J'avais beau chercher, je ne trouvais pas.

Finalement, il y a quelques années, j'ai allumé. Je cherchais au mauvais endroit. Cette personne n'était pas un homme fort en gueule et n'hésitait pas à utiliser des sacres afin d'amplifier la portée de ses propos. Non. La nouvelle porte-parole qui décrirait les injustices sociales était une petite femme de taille, mais une grande dame de cœur et de tête à la voix douce et au regard rieur.

J'ai, il y a plus de 10 ans, participé au congrès de fondation de Québec solidaire. Bien sûr, je ne m'attends pas à ce que ce parti prenne le pouvoir à court terme. Mais je crois en ce qu'il représente.

Françoise David, vous avez fait un bien belle job. Je ne sais quelles causes vous occuperont dans le futur, mais je suis certain qu'elles seront nobles.

Merci, Madame, d'être une personne d'exception qui nous rend tous un peu meilleurs.

Jean Chenay
 Sherbrooke, le 19 janvier 2017

Au Québec, la culture manifestante est déficiente

On saluera certes l'intention de Canadiennes et Canadiens de participer aux manifestations de protestation prévues au lendemain de l'assermentation du nouveau président américain, mais il serait tout aussi apprécié, sinon plus, que ces mêmes gens fassent entendre leurs voix et participent, voire organisent de pareilles manifestations ici même, au Canada et au Québec, où les raisons d'exprimer haut et fort ses opinions et son mécontentement face à des décisions politiques contestables ne manquent pourtant pas.

Mais il est vrai qu'au Québec, les lois et règlements édictés pendant et après le printemps dit érable rendent désormais la possibilité de manifester pour ainsi dire inexistant — ce qui aurait d'ailleurs été une raison pertinente de revendiquer ses droits au moment de leur adoption, mais il faut croire que les Québécois n'ont plus la fibre manifestante, la fibre de la rue, comme ils l'ont déjà eue à plusieurs reprises dans le passé de l'histoire du Québec.

Pierre Deschênes
 Montréal, le 18 janvier 2017

Montréal se transformerait-elle en dépotoir ?

J'écris pour rendre compte de mon exaspération devant la quantité de déchets et de débris de toutes sortes qui jonchent les trottoirs et les rues de la métropole québécoise. J'ignore si elle est fondée, mais j'ai la fâcheuse impression que depuis mon arrivée à Montréal, en 1998, la situation s'est détériorée. Lorsque je marche, il m'arrive souvent de ramasser des bouteilles de plastique ou de verre et une multitude de rebus qui devraient se retrouver au recyclage ou aux ordures, et non dans les rues de la ville.

J'aimerais vivre dans un environnement propre, agréable et vitalisant. Je mets mon grain de sel pour nettoyer les rues de mon quartier, mais la tâche est colossale. Si tout un chacun faisait de même, Montréal s'embellirait rapidement!

Je ne crois pas aux mesures et aux politiques répressives. Je pense cependant qu'il y a un immense travail d'éducation et de sensibilisation à faire. Cela devrait commencer dès le plus jeune âge. Après tout, n'est-ce pas une responsabilité individuelle et collective de prendre soin de notre environnement de vie commun?

Nelson Tardif
 Montréal, le 17 janvier 2017

LIBRE OPINION

Placer l'utilisateur des services de santé au premier plan

PAUL MORIN

Directeur scientifique de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux, CIUSSS de l'Estrie-CHUS

Placer l'utilisateur des services de santé et de services sociaux au premier plan n'est pas une mince tâche, comme l'illustre le débat sur l'utilisation des caméras dans les chambres des résidents en CHSLD. C'est pourtant ce que propose la déclaration ministérielle des ministres de la Santé des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiée à Paris le 17 janvier. Cette déclaration des ministres de la Santé avait été précédée, le 16 janvier, d'un Forum sur l'avenir de la santé, ouvert au public.

Lors de son discours de bienvenue, Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, a souligné que placer les personnes au centre du système de soins exige un rééquilibrage de ce système. Trois zones d'action doivent être privilégiées: **La mise en œuvre** de services qui mettent de l'avant ce qui compte vraiment pour les usagers; **Une formation** adéquate pour les soignants; **La mesure** des résultats sur la base d'indicateurs communs aux pays membres.

Le Forum a mis en évidence trois éléments de contexte: le développement accéléré de diverses technologies, les défis que pose la prise en charge des personnes aux besoins complexes et la segmentation des services de santé

et de services sociaux. Par exemple, aux États-Unis, 5% des usagers des services de santé produisent à eux seuls 49% des coûts; en Ontario, ces 5% équivalent à 61% des coûts, et en Écosse, 50% des coûts proviennent de 2% des usagers. Finalement, la segmentation des services constitue un obstacle à la prise en compte des dimensions fonctionnelles, personnelles, médicales et émotionnelles de ces personnes.

Technologies

En ce qui a trait aux technologies, les présentations ont mis en évidence que les systèmes de soins collectent essentiellement de gros volumes de données sur les activités de santé. L'on en sait très peu toutefois sur leurs effets et résultats, surtout du point de vue des personnes. En fait, c'est surtout ce dernier aspect qui a retenu l'attention des participants dans la journée.

Le conférencier vedette du Forum était Michael Porter, un économiste de l'Université Harvard. Sa conférence a constitué, selon nous, le moment charnière de la journée. D'entrée de jeu, il a tenu à souligner que les soins de santé demeurent l'un des plus grands problèmes de société non résolus. On n'a pensé qu'aux coûts financiers de ces services, ainsi qu'à leur qualité qui varie grandement. Son message peut se résumer comme suit: il ne faut pas mettre l'accent sur l'austérité, mais plutôt sur la mesure de ce qui compte vraiment, afin de provoquer le changement grâce aux résultats et au vécu des pa-

tients. Il s'agit selon lui du levier le plus important de réduction des coûts.

Une voie claire se dégage: la valeur pour le patient. La valeur, c'est une série de résultats valorisés par le patient en regard de sa condition. Cette valeur est reliée aux coûts totaux des services dispensés. Cette voie permet d'être clair sur le but fondamental du système, à savoir des résultats effectifs pour le patient. Il s'agit du « Vrai Nord », la définition du succès.

Pourquoi est-ce si important? Parce qu'il s'agit de l'information la plus importante pour le patient. Elle permet de définir le succès pour chaque organisation et ses divers services cliniques. Il s'agit d'un levier pour des soins innovants et multidisciplinaires. Elle permet également de valider des réductions de coûts qui sont véritablement reliées à une augmentation de la valeur. Elle valide également les zones de croissance de services.

La mise en œuvre de cette voie demeure toutefois un défi majeur, et Porter de souligner que dans tous les autres champs d'activités, il y a des mesures de résultat; les soins de santé constituant l'exception. [...]

Écoute

Cecilia Rodríguez, du Chili, membre d'une association regroupant des personnes souffrant d'arthrite rhumatoïde, a souligné l'importance pour les personnes de croire en elles, de se faire confiance. Les professionnels, selon elle, doivent miser sur les capacités des patients afin

de contrer le discours intérieur selon lequel on est « fini ». À cet égard, elle souligne l'importance d'outils cliniques qui brisent la spirale intérieure descendante et inspirent plutôt un processus positif.

Tony Ajayi, une docteure œuvrant auprès d'une population vulnérable aux États-Unis, a fait écho à ses propos. Comme professionnelle de la santé, il importe d'avoir une pratique centrée sur la personne, mais celle-ci constate que la formation médicale est peu aidante à cet égard. Selon elle, des relations de confiance sont la base de toute démarche de soins; comme cela, la personne peut vraiment être partenaire de ses soins. Il faut être à l'écoute, car comme soignant, l'on a tendance à mettre de l'avant nos constats en oubliant ce qui importe vraiment à la personne. La prise en compte des besoins sociaux constitue donc un levier crucial à cet égard. L'intégration des services de santé et de service sociaux est donc indispensable dans le cadre d'une approche personnalisée. L'équipe de travail de la docteure Ajayi s'est ainsi adjoint un pair aidant pour faciliter la mise en œuvre d'une telle approche.

Ce Forum de l'OCDE sur l'avenir de la santé, aussi scientifique soit-il, est également un événement politique. Il est à souhaiter que son principal message soit entendu au Québec. La transformation du système exige de tenir compte de ce qui importe vraiment aux personnes. Il s'agit du levier le plus important de réduction des coûts.

IDÉES

INTRONISATION DE DONALD TRUMP



MARK WALLHEISER AGENCE FRANCE-PRESSE

Des partisans accueillent Donald Trump lors de la campagne présidentielle. Cible de nombreuses critiques, le président désigné ne fait pourtant que nous renvoyer l'image de nos travers.

Ce verre grossissant qu'on aime détester

RÉJEAN BERGERON

Professeur de philosophie au cégep Gérard-Grandin

Comme il est terrible ce Donald Trump, ce tout nouveau président des États-Unis. Si on faisait la liste de tous les qualificatifs qui lui ont été attribués, nous n'aurions pas le choix, il faudrait dire de lui qu'il est un monstre. Mais amusons-nous, quitte à rire jaune par la suite, à le regarder par l'autre côté de la lorgnette, à partir de ce que nous sommes comme société. Ainsi, il nous faudra peut-être reconnaître que Donald Trump n'est pas une exception, mais bel et bien le pur produit de notre société occidentale. Qu'il est notre création, en fait, une sorte de concentré de ce que nous sommes devenus. Oui, un concentré, et c'est d'ailleurs ce qui le rend tellement indigeste et difficile à avaler.

On dit de lui qu'il est narcissique, inculte, qu'il n'a que mépris pour la connaissance et la science, qu'il déforme ou nie les faits ou la réalité afin d'imposer sa sienne, qu'il parvient à faire passer ses opinions pour des «vérités» à force de les répéter, qu'il vit dans un monde superficiel, kitch à souhait où le paraître prend le dessus sur l'être, l'apparence sur l'authenticité.

Mais n'est-ce pas là la triste portrait de notre société? Lorsque qu'on ouvre la télé et que je tombe sur les *Recettes pompettes*, le nouveau *show* de Véro et autres émissions de ce genre, lorsque je

lis certains journaux ou que j'écoute la radio poubelle, lorsque je surfe sur les médias sociaux, je n'ai pas tellement le choix de constater que j'y retrouve exactement ce que nous reprochons tous à Donald Trump: de l'opinion vulgaire, du potinage, de la médiocrité, des comportements narcissiques, beaucoup de légèreté, de la désinformation, des théories du complot, une fuite dans le virtuel et beaucoup de *selfies* nombrilistes, de *likes* consensuels, d'images déformées, enjolivées, «photoshopées», truquées, arrangées par le gars des vues.

Usine à «trumpiens»

Mais si ce n'était que cela. Parfois, lorsque je regarde certains étudiants qui arrivent au cégep, j'ai l'impression que notre système d'éducation est devenu une usine à «trumpiens» et à «trumpettes». Formés dans le moule de la réforme, du Renouveau pédagogique, on a fait croire à ces élèves que l'important était de communiquer, d'exprimer leurs opinions, d'épancher leur moi profond et qu'il ne valait plus la peine d'acquiescer des connaissances et une culture solides étant donné que tout ceci était dorénavant disponible sur Google.

Aussi, on leur a inculqué une conception utilitariste de l'éducation: ce qui est appris doit servir à quelque chose, déboucher sur du concret. Sinon, pas la peine. D'ailleurs, notre ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, vient d'ajouter une toute nouvelle brique à cette belle et grande idéologie pragmatique en imposant, par

la seule puissance de son verbe, un cours d'éducation financière aux élèves de 5^e secondaire, et ce, au détriment du cours Monde contemporain, un cours tellement inutile... Ainsi, selon les dires du ministre, les étudiants sauront comment gérer leur facture de téléphone cellulaire.

Toutefois, ayant du mal à écrire, à lire et à comprendre un texte faute d'un riche vocabulaire et d'une culture solide, habitués à se confier à des écrans à cœur de journée et à croire que ce qu'ils y trouvent représente la réalité, la pure vérité, nos étudiants deviennent ainsi des proies faciles pour les propagandes et canulars de toutes sortes, de futurs adeptes des discours populistes de tout acabit et, bien sûr, des partisans potentiels d'un Trump canadien ou québécois aux prochaines élections, lui qui viendra à son tour insulter les femmes, les communautés ethniques, les homosexuels, les intellectuels, les journalistes et tous ceux qui n'opinent pas comme lui. Devant tout ceci, nous pourrions alors nous payer le luxe de l'indignation.

Mais tout ceci, on ne veut pas le voir, encore moins le savoir ou se l'avouer. On préfère se moquer du personnage Trump, quitte à en faire une immense caricature qui nous permettra ainsi de nous sentir tellement, tellement loin et différent de lui. Malheureusement, Donald Trump, à la manière d'un verre grossissant, ne fait que nous renvoyer l'image de nos travers, de notre médiocrité, de notre hypocrisie et aussi de notre lâcheté.

Place à la politique-spectacle!

EWAN SAUVES

Recherchiste et rédacteur politique à l'Assemblée nationale du Québec pour la Coalition avenir Québec

On dit qu'une image vaut mille mots. Une statue de la Liberté terrifiée, effondrée et complètement déséquilibrée, qui tente de s'accrocher tant bien que mal à Barack Obama. Vous avez sûrement aperçu ce dessin dans votre fil d'actualité ces derniers jours. L'image est effectivement poignante: le symbole universel de liberté et de démocratie admet sa détresse et son impuissance devant l'inévitable ouragan Trump...

Donald J. Trump devient le 45^e président des États-Unis ce vendredi. Barack Obama, qui a incarné l'espoir et le renouveau politique pendant plus de huit ans, lui remet les clés de la Maison-Blanche. Beaucoup de choses ont été dites depuis le 8 novembre 2016. La pilule Trump avalée, il convient de réfléchir à la vague populiste qui a su déjouer les pronostics. En politique, on me conseille souvent de penser «en dehors de la boîte». Dans ce cas-ci, je vais faire exactement le contraire et penser directement dans la boîte... ou plutôt dans la télévision.

Une influence grandissante

L'expérience de télé-réalité vécue par Trump, notamment avec *The Apprentice*, a pesé lourd dans sa manière de faire campagne. Après tout, il s'agit de son principal bagage de connaissances. Il se vend en tant que bâtisseur d'un empire dont la promotion a été largement faite à la télévision. Mais il ne s'agit pas de cela.

« Donald Trump a provoqué chez les Américains un amalgame d'émotions polarisées et polarisantes, un glissement de la réalité vers l'imaginaire »

Trump a pu compter sur une aide inattendue: celle des séries télévisées.

Comme des millions d'Américains, je suis un adepte de Netflix et de ses créations originales. Pensons à *House of Cards* et à *Scandal*, deux séries dont le décor est Washington, la Maison-Blanche, les élections présidentielles, les complots, les meurtres et les magouilles qui sont monnaie courante.

Aujourd'hui, je me pose sérieusement la question sur les liens qui existent entre ces élaborations cinématographiques, la place qu'elles occupent dans l'imaginaire collectif et leur poids dans les urnes. Soyons sérieux: ne vous êtes-vous jamais dit, après la diffusion d'un de ces épisodes: «Je suis sûr que c'est vrai, que ça se passe comme ça»? N'avez-vous pas pensé la même chose à l'écoute de certaines nouvelles décourageantes de corruption invraisemblables, d'écoutes électroniques indignes, alors que vous jonglez pour maintenir l'équilibre de votre budget, de votre famille, de votre job?

Et pourtant, nous ne sommes pas aux États-Unis. Imaginez donc une seconde l'impact sur les Américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, des personnages de Frank Underwood et de Fitz Grant, politiciens qui détonnent parce qu'ils osent défier l'*establishment* et le statu quo.

À l'image de nos personnages télévisés préférés, Donald Trump a provoqué chez les Américains un amalgame d'émotions polarisées et polarisantes, un glissement de la réalité vers l'imaginaire. Il a utilisé l'arme la plus puissante à sa disposition pour influencer le vote en sa faveur: la transformation de la culture populaire en populisme.

Lorsque les consoles et les jeux vidéo sont arrivés sur le marché, la confusion entre la réalité et la fiction a été longuement débattue. On semblait s'en être sorti, mais maintenant, nous nageons en eaux troubles dans la perception entre le réel et la fiction, drainée par les médias sociaux et les nouvelles plateformes. Aujourd'hui, comment discerner la vérité dans tout ce qui apparaît sur nos écrans?

Il ne reste plus qu'à souhaiter la meilleure des chances au nouveau président des États-Unis, Donald Trump. «Il faut donner la chance au cœur», ne cesse-t-on d'entendre dernièrement. Soit. Mais vu le tempérament de M. Trump et sa capacité remarquable de créer de toutes pièces ses propres controverses et crises médiatiques, on peut dire que cela n'est pas de très bon augure.

Grâce à Donald Trump, le spectacle fait désormais partie intégrante du paysage politique. Pour le meilleur et pour le pire. Le problème, ce n'est pas que le cinéma fasse de la politique... mais bien que la politique fasse son cinéma.

L'humanité de la diversité



FABRICE VIL

En ce 20 janvier 2017, le nouveau président des États-Unis est un homme ayant contesté sans aucun fondement le lieu de naissance de son prédécesseur noir, Barack Hussein Obama, dans l'objectif de remettre en question la légitimité même de son statut. D'autres manient le verbe et la pensée autrement. Ils critiquent le discours ambiant sur la diversité ethnique, l'immigration et les minorités visibles, certains osant même la référence aux étals de poissons ayant la texture et le goût du décongelé.

Force est de constater que les débats de société concernant la place des individus qui se situent au carrefour de la diversité raciale, de la diversité ethnique, de la diversité religieuse et de l'immigration — parlons de la «diversité» aux fins du présent texte — sont parfois teintés par des incidents qui mettent en lumière une rhétorique et un traitement qui déshumanisent ces individus. Bien souvent, l'apologie de tels incidents est vite faite au motif qu'ils engagent un débat sur des sujets par ailleurs légitimes. Quels sont les effets pervers de ce phénomène?

Une seule chronique n'est pas suffisante pour discuter exhaustivement du problème et des pistes de solutions, mais retenons à tout le moins ceci: la diversité n'est pas simplement un item sur le menu des enjeux de société dont on peut discuter sans aucune sensibilité. On ne peut pas en disposer comme on dispose d'un repas qu'on aime ou pas. Elle représente un ensemble d'individus qui sont de facto des acteurs à la table de discussion et avec lesquels un dialogue est possible, même en cas de désaccord, à condition qu'on reconnaisse leur humanité. On peut bien ruminer sur la question de l'identité québécoise, mais cette réflexion, qu'on le veuille ou non, est mal engagée si la question posée est «pour ou contre la diversité»? Les réfugiés syriens sont déjà ici. Je suis né à Sainte-Justine. Nous sommes là. La question appropriée est «la diversité, comment?»

C'est là où le bât blesse. Les membres de la diversité sont présentement prisonniers d'un débat idéologique et politique dans lequel ils jouent le mauvais rôle. Les identitaires entretiennent essentiellement un discours dénigrant la mondialisation, l'immigration, les inégalités économiques et les privilèges d'un groupe qualifié d'«élite». Cette élite détenant le pouvoir économique et politique; que ce soit au Québec, ailleurs au Canada, aux États-Unis ou en Europe, cet adversaire entretient généralement un discours favorable au multiculturalisme et à la diversité.

En théorie, aucun camp n'est propriétaire de la diversité. Et ses membres ne sont pas dupes. Que ce soit au Québec ou dans l'ensemble du Canada, ils sont ouverts à discuter de la valeur des politiques publiques au-delà des paroles prononcées et des gestes symboliques. La réduction des inégalités socio-économiques est non seulement un enjeu pertinent pour tous, mais de plus, sa coexistence avec la diversité est une question qui ne peut être ignorée, qu'on voie là ou non une corrélation. La question des seuils d'immigration est tout autant d'intérêt. En ce sens, un dialogue est possible autant lorsque Pierre Fortin remet en question, analyses à l'appui, les avantages économiques de l'immigration que lorsque Bernard «Rambo» Gauthier expose à *Tout le monde en parle* son ignorance du nombre de Syriens reçus au Canada et admet ouvertement sa peur de ce qu'il ne connaît pas.

En revanche, des propos blessants qui minent la dignité de ceux qui en font l'objet provoquent une colère qui clôt la porte à discussion. En effet, la confiance en l'individu qui entretient le propos est dès lors fortement endommagée. Toutes les fois où des leaders d'opinion ou des politiciens entretiennent des propos qui déshumanisent les membres de la diversité, ceux-ci sont pris au piège parce qu'ils n'ont d'autre option que de se taire ou de répondre. S'ils répondent, ils se voient du coup associés à la rhétorique du camp qui se positionne, en apparence du moins, en faveur de la diversité. Par cet effet, l'indignation des membres de la diversité en soi n'a que peu de valeur puisqu'elle se noie dans un débat polarisé plus large et plus profond. La diversité est dès lors instrumentalisée et ses membres deviennent contre leur gré les idiots utiles d'une dualité qui n'a pas de lien avec leurs intérêts.

Afin de briser ce cercle vicieux, il importe de distinguer les débats d'idées des insultes utilisées perniciosement à leur soutien, et à cet égard, l'ensemble de la population a un rôle à jouer. Une rhétorique simplement plus respectueuse de la diversité est susceptible de reconfigurer la place qu'elle occupe dans l'espace public et d'apporter une nouvelle couleur aux enjeux de société.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (recherchiste photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoit Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gerald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétariat). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

ÉPUISEE

SUIITE DE LA PAGE 1

2018 [aux prochaines élections]. J'ai déjà fait un burn-out. Je ne rejouerais pas dans ce film-là. Je suis désolée de ne pas continuer, mais il faut que je m'arrête avant de tomber.

M^{me} David a 69 ans depuis une semaine. Aujourd'hui même, ce vendredi, un homme de 70 ans entre à la Maison-Blanche d'où il dirigera les États-Unis.

À chacun son expérience et ses capacités, bien sûr. La question se pose tout de même: qu'est-ce qui fatigue tant la réputée infatigable Françoise David? D'où vient ce sentiment d'une tâche sinon surhumaine, du moins incapable à accomplir maintenant?

Elle cite alors en litanie ce qui l'a siphonnée: «L'intensité du travail à QS, le stress inhérent à la vie politique à l'Assemblée nationale, l'atmosphère souvent agressive qui y règne, la multiplicité des positions à défendre quotidiennement dans un tourbillon médiatique, les déplacements incessants: je n'y arrive plus.»

Françoise David rappelle que sa formation ne compte que deux autres députés (Amir Khadir et Manon Massé), alors que selon elle il en faudrait beaucoup plus pour abattre le travail jugé nécessaire. «À trois députés, nous avons influencé des politiques, l'achat groupé de médicaments, les changements à l'état civil pour les enfants trans, l'adoption de mesures protégeant les locataires aînés de l'éviction. [...] Imaginez si nous étions 12, 20 ou 63.»

Ce qui la fatigue, jusqu'à l'épuisement, c'est donc aussi un mode de scrutin qui ne rend pas entièrement justice au vote populaire exprimé. Elle répète que la réforme du mode électoral pour une sélection proportionnelle mixte devrait être une priorité «pour traiter tous les partis et toutes les idées avec justice».

Quand on la questionne sur ce qui pourrait aussi être modifié dans le système politique québécois, elle donne l'exemple de ce qu'elle a observé au parlement de Suède. Les places des quelque 350 députés dans l'hémicycle du Riskdag sont assignées par région, ce qui aurait «un effet formidable pour calmer les nerfs de tout le monde», dit-elle en ajoutant qu'«il y a un moyen de faire de la politique autrement».

L'anticynisme par excellence a donc été assemblée par un système désuet et éreintant? En entrevue, elle revient sur les épuisants rapports entre les pouvoirs médiatique et politique dans notre société. Elle évoque des points de presse où ne se pointait aucun journaliste.

«J'aime prendre connaissance des dossiers avant de prendre position. Mais combien de fois m'a-t-on demandé de réagir à chaud, très, très vite sur n'importe quoi! J'ai remarqué qu'en quatre ans et demi de travail de députée, je travaillais encore plus à la fin qu'au début parce qu'il faut de plus en plus nourrir la bête médiatique tout le temps.»

Une bête fatigante, obstinée et plus ou moins partisane d'ailleurs, avec son programme idéologique, ses propres obsessions politiques. L'ex-députée évoque des bilans de session, «à au moins deux reprises», où les seules questions qui intéressaient la presse concernaient la convergence avec les autres formations souverainistes. «C'est sûr que le cinquième qui m'a posé la même question sous un autre angle je me suis permis de lui dire que j'étais tannée.»

L'exercice a repris jeudi encore autour d'une éventuelle candidature commune dans sa circonscription. La députée sortante a expliqué que sous réserve de la décision de sa formation, «il y aura dans Gouin un député ou une députée solidaire» en 2018. Elle a ajouté sur un ton résigné qu'il ne lui appartient plus de répondre aux questions sur les rapprochements.



Françoise David dans les bras de son conjoint, François Larose.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ce prochain candidat, peut-être député, sera-t-il Gabriel Nadeau-Dubois, ex-porte-parole étudiant? «Ça fait depuis le printemps érable que nous sommes quelques-uns et quelques-unes à QS à l'achaler un petit peu en lui disant: me semble que tu serais bien chez nous. Donc c'est à lui de répondre. Est-ce que lui, ça l'intéresse? Je pense qu'il est au Mexique. Quand il reviendra, vous lui poserez la question.»

Le vent qui se lève et souffle à droite dans les démocraties occidentales est bien contraire aux valeurs de sa formation. Françoise David en a bien conscience.

«Mais plus que jamais on a besoin de QS, reprend l'optimiste engagée mais épuisée. Nous ne sommes jamais tombés dans le populisme, dans l'intolérance, dans le non-respect de l'autre. On a critiqué la charte des valeurs péquiste et on avait tellement raison. Je pense aussi qu'une partie de

la population, influencée par des chroniqueurs archipopulistes, rejette les intellectuels, l'establishment qui ne comprendraient rien à ce que vivent les gens. Quand j'aurai repris mon souffle, je vais réfléchir à ma contribution sur cette question.»

Le Devoir

Françoise David en cinq temps

- 1948 Naissance à Montréal dans la famille patricienne du D^r Paul David
- 1972 Baccalauréat en service social
- 1994 Présidente de la Fédération des femmes du Québec
- 2004 Cofondatrice d'Option citoyenne
- 2012 Députée de QS dans Gouin



DU 2 AU 31 JANVIER 2017

50%

4012 rue Saint-Denis 514.844.1919
1396 rue Sherbrooke Ouest 514.985.0015

OUVERT LES DIMANCHES DU SOLDE | EXAMEN DE LA VUE SUR PLACE

L'ART D'ÊTRE
OPTICIE
DEPUIS 1983

*détails en magasin

DISQUE

SUIITE DE LA PAGE 1

Il a néanmoins tenu à remercier Barack Obama pour son dévouement et, surtout, pour avoir embrassé la culture hip-hop durant son mandat, ce que le rappeur a fait dans une vidéo diffusée sur le site du magazine spécialisé XXL.

«Alors jeune Fugees», trio hip-hop soul qui l'a rendu célèbre dans les années 90, «j'appuyais déjà [l'organisation] Rock the Vote et invitais les citoyens à participer au processus électoral. Je suis impliqué, socialement et politiquement, j'ai le sentiment de devoir faire davantage que de simplement chanter des chansons. En Haïti, par contre, je vote», assure celui qui avait voulu se présenter aux présidentielles en 2010 mais dont la candidature avait été rejetée. Wyclef a quand même gagné ses élections, pour ainsi dire. Deux fois de suite. «J'ai voté pour Michel Martelly [en 2010], il a gagné. La seconde fois, j'ai voté pour [le candidat désigné par Martelly et chef du parti Tèt Kalé] Jovenel Moïse, il a gagné.»

Aux yeux du rappeur, le grand mérite de la présidence de Michel Martelly fut d'avoir brisé le cycle de ces politiciens de carrière qu'il qualifie de «boogeymen» — littéralement «croque-mitaine». Car «il était un «outsider», musicien avant de devenir président. Ensuite, «il n'avait pas besoin de l'argent du peuple, il est déjà riche.»

Quant à son successeur, prospère entrepreneur agricole surnommé «Nèg bannann nan» (l'homme de la banane), «il vient de la campagne, il est issu de ces gens-là, qui y ont vu un

success-story, bâti dans les champs. Lui non plus n'a pas besoin de l'argent du pays», estime Wyclef Jean qui, incidemment, fut accusé d'avoir empoché de l'argent destiné au pays par l'entremise de dons émis à l'ONG qu'il avait cofondée, Yelè Haïti, aujourd'hui démantelée.

Le procureur général de l'État de New York enquête toujours sur cette histoire de présumés détournements de fonds que réfute catégoriquement l'intéressé: «Si j'avais détourné ces sommes, depuis le temps, on me les aurait réclamées», commente-t-il.

J'Ouvert

Pour un mini-album portant le titre J'Ouvert — nom donné aux grandes fêtes précédant les célébrations du Mardi Gras dans les Antilles —, on s'étonne de ne pas y trouver de rare, la musique traditionnelle du carnaval haïtien. «C'est drôle, on m'avait reproché la même chose lorsque j'ai lancé The Carnival il y a 20 ans, ricane Clef. Le Village Voice avait planté mon disque en écrivant qu'il n'y avait pas de musique de carnaval dedans! Ensuite, ils sont venus voir le concert... et je crois qu'ils ont fini par comprendre ce que je faisais.»

Symboliquement, puisque J'Ouvert se tient la veille du carnaval, le mini-album annonce l'arrivée cet été de *Carnival vol. III: Road to Clefification*, son huitième album. Là, oui, il y aura du rare. «L'album sera enraciné dans ce type de musique — d'ailleurs, chaque année, je lance une chanson spécialement enregistrée pour le carnaval haïtien», elle s'appelait *Leve' Pi Wo* l'an dernier, il y en aura une nouvelle dans quelques jours. Sur l'album à paraître, il propose de présenter le rare de manière novatrice et fédéra-

trice, de la même manière qu'on a présenté le soca trinitadien et le dancehall jamaïcain «à la sauce EDM et tropical house» pour un nouvel auditoire.

Le son tropical house est d'ailleurs prédominant sur ce mini-album, sans toutefois dénaturer la démarche du rappeur qui a toujours exprimé son affection pour la musique jamaïcaine. L'une des meilleures chansons du mini-album navigue sur une rythmique dancehall-pop électronique: il s'agit de *I Swear*, collaboration avec Young Thug, l'une des forces créatrices vives de la scène rap américaine. Le jeune rappeur à la prosodie singulière considère Wyclef Jean comme l'une de ses idoles, à telle enseigne qu'il lui a dédié une chanson de son plus récent album. Belle révérence à l'endroit du vétéran rappeur, qui a eu 47 ans l'automne dernier.

«Je fais un retour aujourd'hui, sept ans après mon dernier album, poursuit-il. Certains m'ont demandé si j'étais nerveux, je leur réponds que je me sens revigoré, assure Wyclef. Mon nouveau single [l'excellente chanson *Hendrix*] est déjà presque à cinq millions d'écoutes sur Spotify, deux millions ailleurs, à une autre époque, la chanson aurait déjà été certifiée disque platine... Je crois que je parviens à me renouveler au moment où la scène appartient à une nouvelle génération d'artistes. Or, quand un de ces jeunes comme Young Thug baptise une de ses chansons Wyclef Jean, c'est comme si on me faisait une injection de stéroïdes! Ça me ramène au-devant de la scène, et tout d'un coup, je suis découvert par une nouvelle génération de fans de hip-hop.»

Collaborateur
Le Devoir

BOUCLIERS

SUIITE DE LA PAGE 1

«Depuis le Moyen Âge, ce sont les professeurs, les étudiants et le personnel qui administrent l'université. Pas des gens externes à l'université», dit Karim Benyekhlef, directeur du Laboratoire de cyberjustice.

«Que vont-ils imposer à l'Université, ces gens qui ont peut-être une vision utilitariste de l'université? On sera comme une usine à saucisses! Sous le couvert de la gouvernance, on est en train de mettre à mal une institution millénaire», ajoute-t-il.

Boycottage des profs

Le Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal (SGPUM) s'insurge aussi contre le projet et a recommandé à ses membres de boycotter les consultations organisées par le recteur, cette semaine et la semaine prochaine. «Il y a une levée de boucliers généralisée contre ce projet. Ça ne passera pas», dit Jean Portugais, président du syndicat qui représente 1300 professeurs.

«Les textes ont été diffusés juste avant Noël et les gens les ont vus au retour des vacances. C'est le pire moment de l'année pour des professeurs, et c'est fait exprès: les professeurs sont débordés par les corrections des examens et par la préparation des cours de la prochaine session», ajoute le président du syndicat.

Les professeurs sont aussi échaudés par le lockout décrété par la direction le 22 décembre, à deux jours du réveillon, contre 56 cliniciens de la Faculté de médecine vétérinaire qui négocient une première convention collective, rappelle Jean Portugais. Le lockout a pris fin sans autre avis le 2 janvier, après un temps des Fêtes où les cliniciens ont été privés de salaire. C'est le syndicat qui a payé le salaire des 56 employés durant le lockout.

Consultations et ouverture

En entrevue au *Devoir*, le recteur Guy Breton a déploré l'opposition de groupes qui ne daignent même pas participer aux consultations. Il a fait valoir qu'un «grand ménage» s'impose dans la Charte, qui est la même depuis 1967. L'Université de Montréal doit se brancher sur la société pour mieux servir ses intérêts et ceux de la communauté, explique-t-il.

«On veut faire une place beaucoup plus importante à nos diplômés et aux nouvelles catégories d'employés dans nos instances», dit-il.

Guy Breton dit être prêt à écouter la communauté universitaire et à tenir compte des suggestions. Il balaye les inquiétudes de ceux qui craignent une «marchandisation» de la recherche et de l'enseignement: les membres externes à l'Université, issus notamment des diplômés, proviennent de tous les horizons — santé, éducation, milieu communautaire, etc. —, et non uniquement du monde des affaires, rappelle-t-il.

Le recteur est prêt à ajouter dans la Charte que ces membres «indépendants» doivent «représenter la diversité de la société». Il rappelle aussi que le projet prévoit que le nombre de membres du Conseil de l'Université nommés par le gouvernement du Québec passe de huit à deux, ce qui augmente l'autonomie de l'établissement par rapport à Québec, selon lui.

Les membres externes sont déjà majoritaires au comité exécutif, et le sont la plupart du temps, même si ce n'est pas inscrit dans la Charte de l'Université, rappelle Guy Breton. Pourquoi alors prendre le soin d'inscrire noir sur blanc dans la nouvelle Charte qu'ils sont majoritaires à l'exécutif? «Parce que ce sont les bonnes pratiques» dans les universités d'Amérique du Nord, explique-t-il.

Les meilleures pratiques nord-américaines veulent aussi que le recteur ne préside pas l'exécutif, plaide Guy Breton. C'est le cas notamment à l'Université McGill, souligne-t-il.

Le poids des mots

Le professeur Pierre Trudel, de la Faculté de droit — qui signe aussi une chronique dans *Le Devoir* —, décrit le projet du recteur Guy Breton comme un «véritable coup de force». «C'est le comité exécutif qui exerce tous les pouvoirs décisionnels. Et le projet de Charte prévoit que les membres externes y seront majoritaires. Quand on dicte une loi, le choix des mots est important. La communauté universitaire doit réagir avant l'adoption de la loi, et non après», dit-il.

Le recteur Guy Breton souhaite que l'Université de Montréal présente un projet de loi privé à l'Assemblée nationale dès la rentrée parlementaire, le 7 février, pour faire modifier sa Charte. Il dit souhaiter l'adoption du projet avant l'ajournement des travaux au mois de juin et l'entrée en vigueur de la nouvelle Charte six mois plus tard, avant la fin de l'année 2017.

«On a une fenêtre d'opportunité. Après cette session, le gouvernement sera accaparé par sa réélection» au scrutin prévu à l'automne 2018, estime Guy Breton.

Le Conseil de l'Université a adopté le projet de Charte à sa dernière réunion, à la mi-décembre. L'Assemblée universitaire, l'autre instance de gouvernance de l'Université de Montréal, doit se pencher sur le projet dès lundi prochain.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h
Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967